CONSEIL du 9^e ARRONDISSEMENT
Mardi 9 mars 2021
18 h 30

La séance est ouverte à 18 h 30

Le mardi 9 mars 2021, Mesdames et Messieurs les membres du Conseil d'Arrondissement dûment convoqués le 03 mars 2021 en séance par visio-conférence par Madame la Maire du 9^e arrondissement.

* * * * *

Madame Anne BRAIBANT propose un vote à main levée pour désigner Madame Lisa MAMBRÉ comme secrétaire de séance. Approbation à l'unanimité, Madame La Maire procède à l'appel.

* * * * *

PRÉSIDENTE : Anne BRAIBANT

SECRÉTAIRE ÉLUE : Lisa MAMBRÉ

PRÉSENTS : Anne BRAIBANT ; François GENOUVRIER ; Marion CRÉTINON ; Yohann PARIS ; Sylvie FRENILLOT ; Antoine JOBERT ; Malika BONNOT ; Quentin CARPENTIER ; Lisa MAMBRÉ ; Bastien MUSSET ; Amaïa SAINZ-RUIZ ; Emmanuel GIRAUD ; Adrien DRIOLI ; Marie ALCOVER ; Gautier CHAPUIS ; Camille AUGÉY ; Pauline BRUVIER HAMM ; Gérard COLLOMB ; Jean-Pierre OTTAVIANI ; Fatiha BENAHMED ; Servane DEBAUGE ; Elie PORTIER ; Alain GIORDANO ; Blandine REYNAUD

ABSENTS EXCUSÉS AVEC DEPÔT DE POUVOIR : Camille LACOSTE (pouvoir à Yohann PARIS) ; Cyril GUINET (pouvoir à Adrien DRIOLI)

ABSENTE NON EXCUSÉE : Fouziya BOUZERDA

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte.

* * * * *

Mme la Maire : Ce conseil d'arrondissement est en visioconférence, en direct sur Youtube. Pour rappel, les règles de la visioconférence : un mot d'ordre, la patience. Une fois que je vous donne la parole, attendez trois ou quatre secondes pour la prendre. Je vous invite à des prises de parole claires et synthétiques afin de favoriser la compréhension par tous. Levez la main pour demander la parole, comme en séance ordinaire. Les votes se font à main levée : attendez que je vous aie indiqué que vous pouvez baisser la main pour nous permettre de bien comptabiliser.

ÉVÉNEMENTS DE LA DUCHÈRE

Chèr.e.s collègues, je souhaite ce soir évoquer avec vous en quelques mots les événements qui se sont déroulés jeudi soir à la Duchère.

Il y a un mois, les élèves du lycée La Martinière nous interpellaient sur la sécurité aux abords de l'établissement. Nous avons alors demandé un renfort des équipes de police municipale afin d'assurer l'ordre.

Mercredi 3 mars, à l'initiative d'Antoine JOBERT Adjoint à la tranquillité de l'arrondissement et de Mohamed CHIH à la Ville de Lyon, une réunion rassemblant l'ensemble des acteurs concernés, Préfecture, Éducation nationale, polices nationale et municipale, prévention, médiateurs, arrondissement et Ville de Lyon s'est tenue au lycée. Le renfort du groupement d'opération mobile a alors été acté.

Le même jour, dans l'après-midi, un jeune Duchérois de 13 ans tombait à scooter dans des conditions qui ne sont pas définitivement connues aujourd'hui. Une enquête est en cours. L'IGPN est saisie. Tout est mis en œuvre pour que la lumière soit faite sur l'accident. Nous avons rencontré la famille à plusieurs reprises et lui avons exprimé notre soutien. Aujourd'hui, les nouvelles du jeune homme sont stationnaires, ni bonnes ni mauvaises : il est toujours plongé dans un coma artificiel. Nous sommes de tout cœur avec la famille.

Cet accident a servi de détonateur et le quartier s'est embrasé, le temps d'une soirée. Le Maire de Lyon s'est rendu le soir même sur place.

Dès le lendemain, les élu.e.s de la Mairie du 9^e arrondissement sont allé.e.s sur le terrain à la rencontre des habitants, des commerçants, des structures. Pour rassurer celles et ceux qui avaient vécu ces événements de très près. Pour écouter les demandes de sécurisations. Pour apporter des réponses concrètes.

Ce dimanche, avec Antoine JOBERT et Adrien DRIOLI, nous sommes allés à la rencontre des jeunes Duchérois. Nous les avons écoutés. Ils nous ont entendus. Les échanges ont été vifs mais respectueux. Les jeunes nous ont fait part de leurs demandes, de leurs revendications. Ils expriment un sentiment d'abandon de la part de tous. Ils nous disent vouloir travailler, vouloir s'occuper, vouloir s'investir. Mais ils font face à une société dont ils n'ont pas toujours tous les codes.

Ce dialogue est indispensable. Nous nous devons d'écouter et d'apporter des solutions adaptées. Sans angélisme évidemment. En condamnant fermement les violences de jeudi soir. En assurant les

Duchérois que la sécurité est une des premières libertés fondamentales, qu'elle est une valeur universelle que nous défendrons âprement, sans jamais renoncer. Mais toujours en dialoguant.

Le monde évolue et notre jeunesse également. Les solutions d'hier ne sont peut-être plus celles d'aujourd'hui. À nous, élus, de trouver les nouvelles passerelles entre ces deux mondes qui ne se comprennent pas toujours. Pour sortir par le haut et éviter les stigmatisations d'un quartier pour lequel la puissance publique a énormément investi.

Je souhaite remercier très sincèrement l'ensemble des forces de l'ordre qui agit quotidiennement pour assurer l'ordre républicain.

Je souhaite remercier l'ensemble des structures sociales, éducatives, sportives et culturelles qui anime chaque jour ce quartier dit sensible mais auquel ses habitants sont si attachés et dont ils sont si fiers.

Hier encore, nous nous sommes rendus avec Grégory DOUCET à la Duchère. Nous avons rencontré les cadres et les éducateurs du Sporting Club de Lyon, nouveau nom de l'AS Duchère. Ils font un travail essentiel. Nous sommes ensuite allés à la rencontre des médiateurs de l'ALTM, qui sont constamment sur le terrain. Nous avons pu échanger avec les habitants. Nous irons à nouveau à la rencontre des éducateurs de prévention et des jeunes dans les prochains jours et en équipes. C'est avec tous ces acteurs, centres sociaux, éducateurs, médiateurs, forces de l'ordre, animateurs que nous trouverons des solutions.

Du dialogue. Toujours du dialogue. De l'apaisement. Toujours de l'apaisement. De la prévention évidemment. Et des sanctions lorsqu'il le faut à l'image de la condamnation hier d'un des auteurs des dégradations de jeudi dernier.

Dans ces moments, l'heure est au rassemblement et pas aux petits coups médiatiques et polémiques. Monsieur COLLOMB, vous appelez au renforcement de la sécurité à Lyon. C'est ce que nous faisons. Laurent BOSETTI travaille actuellement à de nouvelles modalités salariales pour les policiers municipaux, afin de renforcer notre attractivité et faire en sorte que les postes vacants ne le soient plus. Nous avons obtenu du Ministre de l'Intérieur un renfort de 200 policiers immédiatement, temporairement, et un renfort de 300 personnels à moyen terme.

Je crois que nous pouvons nous retrouver lorsque vous déclarez qu'il nous faut du dialogue et de la proximité, mais aussi de la fermeté. Notre action le démontre. Puissiez-vous ne pas polémiquer comme nos collègues Pierre OLIVER du 2^e arrondissement ou le sénateur Etienne BLANC.

Nous appelons à l'apaisement je le rappelle et nous remercions le frère du petit Mohamed de faire de même dans le quartier, d'appeler à l'apaisement. Merci.

ÉVACUATION DE VAISE

Un obus de la Seconde Guerre mondiale a été trouvé en septembre dernier à Vaise. L'évacuation de 4500 personnes a été savamment orchestrée par les services de la Préfecture et de la Ville de Lyon. Chacun dans son rôle : la prévention et la prise en charge des personnes pour la Ville, la sécurisation et le déminage pour les services de l'État. Nous avons assisté pendant les 6 mois qui ont précédé l'intervention à un exemple de coordination, de planification. Je souhaite remercier les services de la direction de la sécurité et de la prévention de Madame Régine POULET qui ont fait un travail

formidable pour que tout se déroule de la manière la plus fluide possible, en concertation avec de nombreuses autres directions de la ville : la communication, la police municipale, le CCAS, l'animation et bien évidemment les services de la mairie d'arrondissement.

Tout s'est bien passé. Tous ceux qui ne pouvaient pas être accueillis par leurs proches ont été pris en charge dans 5 lieux d'accueil différents. Nous avons proposé aux familles une animation autour des jeux de société. Nous avons mis à disposition des adultes des mots fléchés, accompagnés d'une collation, dans le respect des gestes barrières.

La bombe a été désamorcée. Les habitants ont pu rejoindre leur domicile avec une demi-heure d'avance.

Je souhaite d'abord remercier les habitants et les commerçants pour avoir joué le jeu. Merci pour leur compréhension. Merci aux forces de l'ordre d'avoir mené cette opération, à la Croix-Rouge, à l'ALTM, au PIMMS pour leur participation dans le bon déroulement.

J'espère que nous n'aurons pas à renouveler une telle opération d'ici la fin du mandat.

HOMMAGE À LUCIEN DURAND

Nous passons à une nouvelle plus triste, c'est d'un illustre élu dont je souhaite parler ce soir. Nous avons appris vendredi le décès de Lucien DURAND, ancien élu du 9^e arrondissement et conseiller général du canton de Lyon 4 de 1976 à 2001. Je laisse la parole à Emmanuel GIRAUD pour nous rappeler l'homme qu'il était.

Emmanuel GIRAUD : Madame la Maire, merci. Chèr.e.s collègues, Chèr.e.s habitant.es du 9^e arrondissement, Lucien DURAND, Lucien, notre camarade socialiste, nous a quittés ce jeudi 4 mars au soir.

S'envole avec lui toute une partie de l'histoire contemporaine de notre arrondissement car Lucien, c'était certes un « gône » mais surtout « un gône de Vaise ».

Son père Camille était cheminot à la gare de Vaise et sa mère Angèle, était ouvrière aux usines Visseaux située rue Berjon. De leur union, Lucien est né en octobre 1933, et a vécu toute sa vie dans le 9^e arrondissement, d'abord au 8 de la rue du Mont d'Or, puis jusqu'à maintenant à la Cité Louis Loucheur, dont il a été un de ses premiers locataires, à l'époque où les HBM (Habitats Bon Marché) avaient des WC à chasse d'eau, un luxe pour l'époque. Scolarisé à l'école Louis Loucheur puis au lycée de Saint Rambert (qui allait devenir le lycée Jean Perrin) et enfin au cours complémentaire de Serin, l'arrondissement qu'il parcourait en tramway « souvent sur les marchepieds, voire sur les tampons pour faire comme les autres », n'avait pas de secret pour lui.

Rapidement entré dans la vie active à 16 ans (« J'ai vite compris mon erreur d'arrêter si tôt l'école », nous disait-il souvent), il embrassa une carrière professionnelle de Géomètre-typographe.

Mais ce que l'on retient de Lucien, c'est son engagement de chaque instant pour la chose publique et l'intérêt général : d'abord comme militant syndical au sein de sa profession, au sein des conseils d'école où étudiaient ses filles, au sein de l'association des locataires Louis Loucheur... et bien sûr en tant que militant puis homme politique, d'un virus donné par son père adhérent à la SFIO.

Je ne retracerai pas dans le détail la carrière politique qu'il a menée, ne l'ayant connu personnellement qu'au crépuscule de celle-ci. Sachez que Lucien se lance en politique dans les années 60 « non pas pour en faire » comme il disait, « mais pour pouvoir mieux m'occuper de l'amélioration de la vie des autres ». Élu Conseiller général et conseiller municipal de Lyon pendant 25 ans, il sera 1^{er} Adjoint de Gérard COLLOMB, délégué à l'urbanisme, la circulation et les transports, lors de la victoire municipale dans son arrondissement en 1995. Et c'est bien dans cette période, que s'engage le projet de réhabilitation du 9^e arrondissement, reconquête des friches et réhabilitation des grands ensembles. Seule petite ombre au tableau, le fait de n'avoir pas réussi à faire s'implanter un hôpital sur le quartier de l'Industrie. C'est finalement l'hôpital de la Croix-rousse qui a été choisi pour être augmenté en taille.

Passionné par les mobilités, Lucien œuvra pendant près de 20 ans en tant qu'administrateur du Sytral jusqu'en 2001. Il était même devenu conseiller spécial bénévole des Présidents de ce Syndicat qui se sont succédés depuis, et ce quelques en soient leurs appartenances politiques. On lui doit entre autres réalisations, toute la réflexion autour du retour du tramway dans l'agglomération à partir de 2001.

Les Palmes académiques lui sont décernées en 1998 et il est fait Chevalier dans l'ordre national du Mérite en 1999, ce qui lui avait valu de la part de son petit-fils Julien les mots suivants :

« Mon pépé, il y a quelques années, je t'avais dit que j'aimerais un jour te ressembler ; aujourd'hui, je ferai tout pour te ressembler, même si je reste persuadé que même avec un bac + 25, on ne pourrait prétendre arriver à ce que tu es ».

Des quelques chanceuses années qui m'ont permis de collaborer avec Lucien, je qualifierai sa personnalité par 3 adjectifs.

Lucien, c'était un fidèle, fidèle à sa famille, à son épouse, fidèle à ses idées, fidèle à ses convictions et sa famille politique. Il m'avait d'ailleurs fait le plaisir et l'honneur d'être candidat une ultime fois sur les listes de la Gauche Unie au printemps dernier. Je garderai jalousement d'ailleurs, ce qui ressemble sans doute à sa dernière analyse des résultats électoraux, élaborée quelques jours après le premier tour des municipales, bureau de vote par bureau de vote, cartographie à l'appui.

Lucien c'était un laborieux, un homme de l'ombre, militant infatigable, convaincu et convaincant, homme d'action avec le sens du service public chevillé au corps.

Lucien enfin, c'était un être sensible, derrière sa moustache, il le reconnaissait bien volontiers d'ailleurs en disant qu'il « était trop sensible pour faire de la politique ». Analyse juste, car Lucien n'a pas eu la carrière politique au plan national, qu'il méritait sans aucun doute.

Sa disparition aujourd'hui affecte particulièrement toutes les femmes et les hommes qui l'ont côtoyé pendant près de 40 ans de vie publique, nous camarades de la section du Parti Socialiste du 9^e arrondissement, les camarades de la fédération PS du Rhône et tous les élus trans-partisans et les collaborateurs avec qui il a travaillé pendant près de 40 ans de vie publique.

À Josette, son épouse discrète et toujours aidante, à Christine et Corinne ses filles, à ses petits et arrière-petits enfants, nos tendres pensées vous accompagnent pour surmonter la perte de Lucien, un homme remarquable.

Mme la Maire : Merci Monsieur GIRAUD. Si Monsieur COLLOMB est arrivé et comme ils étaient collaborateurs, je voulais lui proposer de dire un mot. Monsieur GIORDANO, vous vouliez parler.

Monsieur GIORDANO : En ce qui concerne Lucien DURAND, ce n'est pas que je veux rajouter quelque chose parce que tout a été dit et bien dit. Lucien avait horreur qu'on parle de lui. Je parle avec beaucoup d'émotions parce que je le connaissais bien à titre personnel pour avoir passé des moments de convivialité avec Josette, lui et ses enfants. Que ce soit chez lui, dans sa maison de campagne et cætera. Vous avez donné son parcours qui est assez extraordinaire. C'était quelqu'un de simple, mais c'était quelqu'un d'extraordinairement riche dans les rapports humains et dans l'investissement, qu'il donnait de lui-même. Je n'ai rien préparé mais à la limite c'est mieux comme ça parce qu'il n'aurait pas aimé que je lise quelque chose. C'était vraiment un grand Monsieur et tout ce qui a été dit sur lui, évidemment, j'y souscris complètement. Je pense que ce que je vais dire vous y avez aussi pensé, il faudra en ce qui concerne l'espace public, trouver un endroit pour que sa mémoire continue à être rappelée. Ce n'est pas une proposition personnelle mais une proposition du conseil qui le souhaiterait, c'est simplement une idée mais je pense que c'est une idée pour laquelle vous trouverez rapidement une solution.

Je vous confie là-dessus. Merci.

Mme la Maire : Merci Monsieur GIORDANO, je vous propose d'observer une minute de silence.

Arrivée de Gérard COLLOMB qui s'associe à la minute de silence.

Mme la Maire : Merci beaucoup, je voudrais passer maintenant la parole, sans transition, évidemment, à Madame Amaïa SAINZ-RUIZ, hier était le 8 mars et même si, je le répète tout le temps, ce n'est pas qu'une seule journée que l'on devrait consacrer aux droits des femmes mais bien toute l'année, je vais la laisser s'exprimer à ce sujet. Madame SAINZ-RUIZ ?

EXPRESSION DROITS DES FEMMES

Amaïa SAINZ-RUIZ : Bonjour à toutes et tous, Madame la Maire, Chèr.e.s collègues, Chèr.e.s habitant.es du 9^e arrondissement, hier avait lieu la journée des droits des femmes. Cette date doit nous rappeler que l'égalité et la justice ne sont pas l'apanage du 8 mars. Il convient de défendre ces valeurs tous les jours.

L'égalité réelle entre les femmes et les hommes nous tient particulièrement à cœur, nous la défendons quotidiennement. Bien qu'un long chemin ait été parcouru, il reste encore beaucoup à faire. Dans cette optique, l'accès à l'espace public et son utilisation par toutes et tous est à questionner. Aujourd'hui force est de constater qu'hommes et femmes ne jouissent pas de la même place dans nos villes.

A l'occasion de la quinzaine des droits des femmes, dont le thème cette année était « la ville a-t-elle un genre ? », nous avons souhaité nous engager pleinement sur cette thématique aux côtés des structures et associations de notre arrondissement.

Malgré la situation sanitaire et au regard de l'importance du sujet, nous avons tout mis en œuvre, avec le soutien de la Ville de Lyon, pour pouvoir fêter et revendiquer ce moment.

Dans ce contexte contraint sanitaire, quatre événements ont été organisés par la mairie du 9^e arrondissement.

Une marche exploratoire, en partenariat avec l'association les Robins des Villes a été réalisée. Elle avait pour objectif de sensibiliser à l'urbanisme genré et de proposer des solutions pour améliorer les espaces publics pour toutes et tous.

L'artiste Lundy Grandpré a matérialisé un parcours dans le quartier de Vaise-Gorge de loup dans le but de questionner la place des femmes et des personnes minorisé.es dans l'espace public.

Un atelier participatif portant sur les questions de genre et logement s'est tenu à l'initiative du collectif Toutes Habitantes.

L'ensemble baroque Consort, qui met à l'honneur les compositrices, a interprété pour l'occasion « Jonas », cantate spirituelle d'Elisabeth Jaquet de la Guerre.

Outre ces quatre événements, je tiens à saluer et remercier nos partenaires pour leur engagement en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes et leur implication dans la production et l'organisation de leurs événements respectifs.

Le féminisme étant l'affaire de toutes et tous, y compris des hommes, faisons en un horizon commun. Transformons nos rues pour en faire des espaces accueillants et sûrs peu importe son genre.

Mme la Maire : Merci Madame SAINZ-RUIZ, donc nous allons commencer à étudier les délibérations.

Avant, concernant l'adoption des procès-verbaux, nous travaillons encore sur le compte-rendu, des remarques nous sont remontées et donc, je vous propose de les voter au conseil suivant qui aura lieu le 11 mai 2021.

EXPLICATION DE L'ORDRE DU JOUR

L'ordre du jour : trente délibérations, dont un rapport faisant l'objet d'un débat sans vote et beaucoup de sujets très intéressants au programme. Je vous demande à toutes et tous d'être concis dans vos explications, dans vos prises de parole afin de nous permettre de ne pas dormir sur place ce soir et que l'on puisse avoir des échanges intéressants et équilibrés. Je vais commencer par vous expliquer l'organisation et le déroulement de ce conseil d'arrondissement.

Nous étudierons conjointement les projets de délibérations du plan de mandat et du plan d'équipement. Je les présenterai ensemble. Elles feront l'objet d'expression liées. Nous les voterons bien évidemment séparément. Nous nous attacherons ensuite à étudier la délibération définissant les engagements climatiques de la Ville. Puis nous étudierons l'ensemble des délibérations créant des opérations d'investissement. Il nous semble qu'il est logique de s'intéresser d'abord à la concrétisation de nos engagements. Enfin, nous aborderons les délibérations que je vais appeler « du quotidien » : les subventions et les différentes conventions que nous avons l'habitude d'adopter.

**1 - 2091 - Plan de mandat 2021-2026 de la Ville de Lyon - Secrétariat général de la Ville de Lyon -
Direction des Assemblées**

Rapporteure : Anne BRAIBANT

**2 - 1957 - Programmation pluriannuelle des investissements 2021-2026, vote au sein du plan
d'équipement pluriannuel, et actualisation des autorisations de programme (AP)**

Rapporteure : Anne BRAIBANT

Mme la Maire :

Chèr.e.s collègues,

En juillet 2020, les électeurs et électrices Lyonnais, et singulièrement ceux du 9^e arrondissement, ont signifié par leur vote une envie de changement de politique municipale. Ce changement, nous l'avons porté collectivement, écologistes et toutes les forces de gauche rassemblées. Notre message était clair : il faut faire entrer notre ville dans la transition écologique.

Transition pour limiter les effets du changement climatique.

Transition pour limiter nos impacts sur le changement climatique.

Transition pour donner l'exemple et démontrer que les territoires sont capables d'initier, d'expérimenter, d'innover pour s'adapter et offrir à nos enfants un monde où s'épanouissent tous les vivants.

CONTEXTE

Neuf mois après ce message inédit des Lyonnaises et des Lyonnais, la majorité municipale présente son plan de mandat et son plan d'équipement 2021-2026. Il est le reflet de nos engagements.

Il est une réponse à l'urgence climatique que nous déclarerons dans ce même conseil d'arrondissement. Il porte la volonté d'inscrire Lyon dans le 21^e siècle, sans oublier son histoire, sans tirer un trait sur le passé, mais en regardant résolument vers l'avenir. Il porte l'ambition de préparer notre ville aux impacts du changement, aux défis d'un monde qui souvent nous dépasse, aux enjeux de notre temps.

Le rapport IPBES de l'ONU publié en octobre 2020 alerte sur le lien entre l'effondrement de la biodiversité et l'augmentation des épidémies et pandémies ainsi que sur la dette écologique de notre planète. Souvent, les écologistes sont taxés d'idéologues. Ce discours est totalement irresponsable. Le pragmatisme c'est d'investir dans la prévention. Prévenir c'est 50 milliards par an alors que réparer c'est 1000 milliards par an.

Le FMI en 2015 et la banque mondiale en 2018, deux dangereuses officines radicales, c'est bien connu, alertent officiellement sur le coût de l'inaction et le coût du dérèglement climatique qui se font déjà sentir !

Le contexte dans lequel s'inscrit notre mandat est maintenant connu :

- Crise climatique
- Crise environnementale
- Crise sanitaire
- Crise économique et sociale

C'est ce contexte qui justifie le vote d'une PPI sans précédent et ambitieuse. Pour financer la nécessaire relance économique, la transition écologique et un rééquilibrage territorial de l'action municipale.

Nous n'avons plus le temps. L'action doit être immédiate. C'est pour cela que nous avons élaboré ce plan de mandat et d'équipement en neuf mois.

Neuf mois pour prendre la mesure de nos fonctions.

Neuf mois pour découvrir les services de l'administration.

Neuf mois pour intégrer l'ensemble des projets déjà identifiés et déjà lancés que nous poursuivons partiellement.

Neuf mois pour décider, arbitrer.

C'est un temps très court. Car bien évidemment la gestion du quotidien et notamment de la crise sanitaire s'en sont mêlés. Je souhaite féliciter et remercier ce soir l'ensemble des services de la Ville de Lyon et les élus qui se sont engagés avec détermination, professionnalisme et grande ambition dans ce long travail qui aboutit aujourd'hui et se poursuivra dès demain.

Il est le fruit d'une co-construction conduite entre juillet et décembre 2020, associant le Maire de Lyon, son exécutif, les Maires d'arrondissement et les conseillers municipaux de la majorité municipale, dans un esprit de transversalité et de dialogue. De nombreux échanges ont été initiés. Nous avons fait remonter nos ambitions pour l'arrondissement, nous avons défendu âprement les spécificités de notre territoire. Nous avons porté collectivement les réponses aux besoins des habitants.

LES SIX DÉFIS

Résolument tourné vers l'action, le plan de mandat 2021-2026 de la Ville de Lyon doit permettre de relever six grands défis :

Nous voulons réconcilier Lyon avec le vivant : la 6^e extinction de masse est un péril auquel l'humanité doit faire face. Nos politiques publiques doivent systématiquement intégrer la revitalisation de la biodiversité, le maintien de la ressource en eau, la préservation de la qualité de l'air.

Nous voulons inscrire Lyon dans les limites planétaires : Lyon ne doit plus être un poids pour la planète, mais une des solutions. La relance doit s'intéresser aux individus, être décarbonée, proposer une réponse pour chacune et chacun.

Nous voulons faire de Lyon, une ville résiliente, enracinée dans son bassin de vie : l'avenir de Lyon ne peut s'envisager sans coopérer avec ses territoires voisins. Nous pouvons aisément reconnaître l'action de Monsieur Gérard COLLOMB dans la construction de cette dynamique. Plus que jamais, nous souhaitons coopérer avec les territoires pour un modèle de développement qui préserve nos biens communs.

Nous voulons faire de Lyon une ville inclusive qui assure que chacune et chacun ait une place : Lyon prendra davantage soin de ses habitantes et de ses habitants, insistant sur l'inclusion des populations fragiles et la protection des plus vulnérables.

Nous voulons une ville impliquante, pour faire société autrement, donner envie, donner confiance : rien de grand à Lyon ne peut se faire sans les Lyonnaises et les Lyonnais. L'enjeu principal est de redonner la parole à toutes et tous.

Nous voulons confirmer Lyon comme ville de la coopération : depuis des siècles le monde économique et associatif a contribué à faire de Lyon une grande ville, une ville ouverte sur le monde, une ville-carrefour, créative, innovante. La coopération est amenée à devenir la règle et la compétition l'exception.

MISE EN ŒUVRE

Pour concrétiser chaque projet, nous associerons notamment habitants, collectifs, commerçants et entreprises, associations et bailleurs sociaux. Nous instaurerons un budget participatif ou créerons des espaces de dialogue, à l'image du conseil consultatif lyonnais Covid, créé dans le contexte de crise sanitaire qui donne la parole à un panel d'habitants.

Pour s'assurer que les décisions prises vont dans le sens de la transition écologique, de la justice sociale et du bien-être des habitants, une boîte à outils de pilotage de l'action municipale se met en place. Elle sera notamment activée à mi-mandat pour un premier bilan de notre action :

- grâce à un baromètre du bien-être ;
- grâce à un tableau de bord de la transition écologique, intégrant un panel d'indicateurs issus des 17 objectifs du développement durable de l'ONU ;
- grâce au suivi en continu de la réalisation de la programmation pluriannuelle d'investissement et du plan de mandat.

PPI ET GRANDES ORIENTATIONS

Nous y voilà. L'étude de cette fameuse PPI, la programmation pluriannuelle d'investissement.

Audrey HENOCQUE, 1^{ère} Adjointe au Maire de Lyon en charge des finances, présentera et détaillera les grandes orientations de cette programmation pluriannuelle en Conseil municipal. Je souhaite pour ma part m'attarder, et c'est bien compréhensible, sur le 9^e arrondissement.

Le 9^e arrondissement est jeune, tant dans son histoire lyonnaise que sa population. Son développement est récent et caractérisé, en partie, par la nécessité d'accueillir de nombreuses populations lors de l'après-guerre. Les équipements publics ont majoritairement été créés dans les années 70 et n'ont pas connu de réhabilitation suffisante depuis, dégradant l'utilisation.

L'arrondissement jouit d'une dynamique scolaire sans égal. La jeunesse de sa population se traduit notamment par la saturation des établissements scolaires. Des créations de classes sont nécessaires, créations d'établissements, rénovations, adaptations ou agrandissements. Le patrimoine scolaire du 9^e arrondissement est en très mauvais état. Ces réhabilitations nécessaires doivent être l'occasion d'appliquer notre projet politique d'accès à la nature, de végétalisation des espaces publics, et notamment des cours et abords d'écoles et des crèches.

Le besoin d'équipement public en accueil de la petite enfance est criant : 34 % des établissements d'accueil de la petite enfance sont municipaux dans le 9^e contre un objectif de 50%.

La création de nouveaux équipements est une nécessité. La rénovation du patrimoine scolaire fait partie intégrante de notre projet politique.

Notre prédécesseur n'a eu de cesse de rappeler la bonne santé financière de la Ville de Lyon. Une ville peu endettée. Sur un strict plan comptable, c'est vrai. D'un point de vue global, c'est faux. Les équipements sont en mauvais état. La ville n'est pas préparée au changement climatique. Cette double dette, patrimoniale et climatique, nous devons l'affronter. La réponse est simple : l'investissement. Comment investir ? En s'endettant de façon raisonnable. Nous profitons de la faiblesse des taux et de la bonne notation de la ville sur les marchés, c'est vrai. Mais nous n'avons manifestement plus le choix. Nous pensons d'ailleurs pouvoir investir plus, rénover plus, créer plus de solutions. La découverte de ce patrimoine parfois délabré, souvent inadapté, presque toujours mal isolé, nous a contraints à réorienter nos ambitions. Nous réparons et préparerons.

Dans le 9^e arrondissement, ce sont près de 44 millions d'euros sur le mandat qui seront consacrés à l'éducation. Quelques exemples de réalisation :

- La construction de deux nouveaux groupes scolaires : l'école Nérard qui fera l'objet d'une délibération de ce CA et un nouveau groupe scolaire de dix-huit classes situé entre Vaise et l'Industrie.
- Nous rénoverons plusieurs groupes scolaires : la Sauvagère qui est déjà en court dans sa phase deux, Alphonse Daudet, les Anémones ou encore les Dahlias pour ne citer qu'eux.

8 millions d'euros seront consacrés à la petite enfance :

- Quatre nouvelles crèches municipales doivent sortir de terre pendant ce mandat dans les secteurs de Vaise, Valmy et Gorge-de-Loup qui sont en tension énorme.

Le 9^e arrondissement est populaire. La population y est notablement moins diplômée, à peine plus de la moitié des habitants a le baccalauréat. Le revenu médian est également plus faible que dans le reste de la ville. Le taux de pauvreté y est supérieur. Même après d'importantes opérations de réhabilitation urbaine, l'arrondissement conserve sa vocation sociale : plus d'un tiers du parc de logement est constitué de logements sociaux.

Créer les équipements et accompagner les dynamiques locales participeront pleinement à l'émergence d'une activité pour toutes et tous : emploi, sport, éducation, santé, logement, culture.

Le 9^e arrondissement présente une opportunité réelle de créer des transversalités entre les différentes initiatives locales afin de réinventer le monde à travers la culture et le sport.

Près de 11 millions d'euros y seront consacrés. La dette patrimoniale que j'ai déjà évoquée, nous la retrouvons également ici. De nombreux équipements sportifs ne sont pas adaptés, ne sont pas sécurisés, et consomment beaucoup trop d'énergie.

Parmi les opérations prévues, je peux citer :

- Des travaux de réhabilitation du Théâtre Nouvelle Génération.
- Le soutien à Ciné Fabrique, une des trois écoles de cinéma de France, la seule en province qui développe un projet culturel, social et écologique sans précédent.
- La rénovation plus écologique des gazons synthétiques de deux stades.
- La rénovation de la piscine de Vaise, du gymnase Pierre Audry, du stade de la Rhodia à Champvert ou encore du tennis club du fort à la Duchère.

Le 9^e arrondissement est une terre d'accueil, terreau de la mixité sociale que nous appelons de nos vœux. Cette diversité s'illustre également par ces différents quartiers et leur relatif éloignement les uns des autres. Chacun doit pouvoir s'appuyer sur des équipements de proximité. Nous l'accompagnerons.

Près de 9 millions d'euros seront consacrés à faire vivre les solidarités. Les structures socio-culturelles bénéficieront d'un plan de rénovation. Je pense bien évidemment aux centres sociaux et à la MJC de la Duchère. Nous ambitionnons également la création d'une structure inédite à Gorge de Loup.

Nous souhaitons réhabiliter le bâtiment de la Poste, juste à côté de la Mairie, et l'ouvrir aux associations, à de nouvelles activités. Avec la rénovation de la mairie du 9^e, qui est une terrible passoire thermique, nous souhaitons créer de nouvelles dynamiques et de attirer les nouveaux usages. Ce projet que nous appelons « l'Agora du 9^e » sera construit avec les habitants de Valmy et du 9^e arrondissement.

Enfin, la Ville accompagnera le renouvellement urbain. Près de 6 millions d'euros viendront en soutien de la Métropole, de l'État et des bailleurs pour réinventer les quartiers de la Sauvegarde et du château à la Duchère.

Le 9^e arrondissement dispose d'un fort potentiel d'aménagement propre à en faire une vitrine de notre politique écologiste.

Tandis que certains arrondissements du centre sont considérés comme "achevés", le 9^e dispose de foncier disponible, de friches à venir, de quartiers sans réelle vision urbaine, que nous devons investir pour imaginer la ville écologique, le monde d'après.

Le 9^e arrondissement est l'arrondissement d'avenir, terre d'expérimentations, terre d'application des principes de la ville durable, terre dynamique aux nombreuses forces vives.

La création d'outils comme le tiers-lieu rapproche et fait se croiser les populations. Certaines sont sans emploi depuis trois générations : accompagner le développement des nouvelles pratiques, des nouvelles formes économiques permettra de créer de nouvelles opportunités.

L'idée de créer une Agora du 9^e, rassemblant plusieurs services, économiques, publics, associatifs, suit cette même logique : penser global et innovation.

Nous ferons en sorte que le développement du 9^e réponde aux besoins essentiels des Lyonnaises et des Lyonnais et non pas aux intérêts de quelques-uns. Leur offrir les conditions de vie et d'épanouissement tant souhaitées. Faciliter leur quotidien, leurs mobilités. Offrir une ville apaisée, qui respire.

Nous investirons près de 5 millions d'euros pour verdir notre arrondissement, créer de nouveaux parcs, de nouvelles continuités écologiques. Nous pouvons parler du parc Montel et du jardin Tissot.

En finir avec la consommation déraisonnée de notre foncier et ouvrir nos espaces pour jouir de toutes nos libertés.

Nous détaillerons les différentes opérations prévues par cet ambitieux plan de mandat, aux engagements inédits. Vous pourrez trouver sur notre site Internet tous les détails de cette PPI.

Nous avons le goût du défi, celui de faire entrer Lyon dans le 21^e siècle. Pour transformer le Lyon et le 9^e arrondissement qu'on aime. Notre promesse : redonner de l'air. Il est vital de faire de Lyon une ville généreuse, lumineuse, audacieuse. Je vous remercie.

Y-a-t-il des observations ?

Prise de parole :

Gérard COLLOMB :

Madame la Maire, je commencerai tout d'abord, j'étais absent tout à l'heure, par rendre hommage à mon ami Lucien DURAND. Vous parliez du 9^e Arrondissement. Lorsque nous sommes arrivés à la tête de cette mairie du 9^e Arrondissement, en 1995, il n'y avait plus rien. Toutes les usines avaient fermé. Le 9^e Arrondissement était une vaste friche et donc, nous avons commencé à retravailler. Même la rue Sergent Michel Berthet, qui paraît tellement familière, n'existait pas à l'époque. Il y avait encore quelques morceaux de Rhodioceta qui étaient là, 7500 salariés qui avaient, du jour au lendemain, étaient mis de côté. Tout le monde se lamentait. Nous avons pensé que cet arrondissement devait trouver son renouveau au travers de l'entreprise, pas celle d'hier mais celle de demain. Nous avons créé ainsi le quartier de l'Industrie, faisant venir les entreprises modernes, innovantes. Je crois que c'est toujours en se projetant dans l'avenir que l'on peut construire une ville et une société.

Vous parlez écologie. Je crois, Madame la Maire, que tout le monde partage cette réflexion sur le devenir de la planète. Voyez, c'est le privilège de l'âge, il se trouve que j'étais présent au 1^{er} sommet de la Terre à Rio de Janeiro. J'organisais un des premiers sommets de la société civile, avec celui qui est aujourd'hui Secrétaire général de l'ONU et qui venait au Portugal de quitter son poste de Premier ministre. Mon premier déplacement lorsque j'ai été élu Maire de Lyon, c'était pour aller à un autre sommet, à Johannesburg et les premiers plans sur le climat que nous avons faits, datent de 2002. Nous n'étions donc pas en retard sur l'évolution de ce monde.

J'ai bien vu votre plan de mandat : « Réconcilier Lyon avec le vivant ». Mais Lyon n'a pas besoin d'être réconcilié avec le vivant. Lyon a toujours pris en charge le vivant et c'est même sa grande vocation. Du point de vue humain, du point de vue écologique, et je sais que notre Maire actuel est un grand planteur d'arbres mais avant qu'il ne réalise autant de parcs que ceux que j'ai développés, je crois qu'il se passera quelque temps.

Vous nous dites ensuite qu'il faut inscrire Lyon dans les limites de la planète. Oui, bien sûr, il faut s'ouvrir sur le monde. C'est même ce que j'ai reproché dans certains aspects de la campagne que vous avez menée. D'être justement restreints sur nos territoires, la région Rhône-Alpes. Moi, j'ai toujours

pensé, c'est la grande tradition de Lyon, que Lyon était à la hauteur lorsqu'elle savait s'ouvrir sur le monde. Vous connaissez ces mots : Lyon ne rayonne jamais autant que lorsqu'elle sait s'ouvrir sur le monde, les fées qui se penchent sur elles lui sont étrangères. Oui, nous avons toujours voulu cela, s'ouvrir sur le monde, sur le monde de l'innovation, mais également sur les continents qui peuvent être en difficultés. Sur l'Afrique, par exemple, je crois que ce que Lyon a fait en Afrique durant les 20 dernières années est quelque chose de tout à fait remarquable. Une Afrique, hélas, aujourd'hui en proie à des conflits terribles.

Vous nous dites ensuite que cette ville doit être « résiliente, enracinée dans son bassin de vie ». Oui, nous avons toujours pensé le développement, n'est-ce pas Monsieur GIRAUD, de Lyon en relation avec son bassin de vie et vous devez retrouver un rapport qui avait été fait par Monsieur DAMZI. Je vous conseille de le retrouver, il est à la Métropole. Vous verrez ce que sont les relations effectives de Lyon avec son territoire, et combien Lyon apporte au reste du territoire. C'est en grandissant que Lyon fait aussi grandir son territoire.

« Une ville inclusive » : quand nous avons fait les projets de la Duchère, de Mermoz nord, qu'est-ce que nous voulions faire, sinon une ville inclusive ? Mais vous avez vu qu'il reste encore du chemin à parcourir pour atteindre le sommet dans le baromètre du bien-être. Les événements de la Duchère de la semaine dernière vous ont montré combien notre société avait de difficultés, combien elle pouvait être fracturée et combien c'était plus difficile que ce que l'on pouvait peut-être penser au départ.

« Lyon une ville impliquante, faire société autrement », c'est ce que nous avons toujours voulu développer et j'en parlerai tout à l'heure. Enfin, « ville de la coopération », oui, cela remonte à longtemps et c'est ce que nous avons fait depuis des années et des années au travers des Maires qui se sont succédés.

Madame la Maire, vous parlez du 9^e Arrondissement, on regardera tout à l'heure la PPI. Je crois qu'évidemment il reste beaucoup à faire parce que vous ne pouvez pas tout faire en même temps mais vous allez le découvrir. Il y a des choix à faire. Le plus difficile, c'est justement de faire des choix. Quand j'étais dans mon premier mandat de Maire de Lyon et que je faisais la somme de ce que tout ce que mes Adjoints souhaitaient, il y avait environ 4 ou 5 budgets en un, Il fallait dire « cela on le fait, cela on ne le fait pas ». C'est difficile, parce qu'on voudrait tout faire mais on ne peut pas tout faire. Parce que même si vous pensez que la fixation sur les problèmes financiers est peut-être trop abusive, je pense moi, qu'elle est tout à fait fondamentale.

Nous étudierons dans quelques temps, le premier budget de la Ville de Lyon et j'aurai l'occasion de m'exprimer. Madame la Maire, en tout cas, comptez sur nous pour vous aider parce que nous souhaitons que cet arrondissement aille de l'avant. Que cette ville aille de l'avant et donc nous concourrons toujours, et personnellement, je concourrai à ce que cette ville soit une ville où il fait bon vivre.

Mme la Maire : Merci Monsieur COLLOMB. Je vais donner la parole à Monsieur GIORDANO et après à Madame BONNOT.

Alain GIORDANO : Merci Madame la Maire, je voulais intervenir plus particulièrement sur la Politique Pluriannuelle d'Investissement, et je me limiterai à intervenir sur un domaine que je connais bien et que vous avez largement évoqué : celui des espaces publics et des espaces verts principalement. Cette PPI, sur les espaces publics, correspond au niveau des intentions à une vision que je partage, je tiens à le dire d'emblée. Nous avons les mêmes racines écologiques et ceci me semble naturel.

J'aurai des remarques, par contre, constructives bien entendu, en ce qui concerne la Mairie du 9^e arrondissement et la Ville de Lyon. Je ne remets pas en cause vos motivations, je viens de l'évoquer.

Je ne sais pas si c'est une mauvaise coordination avec la Métropole mais il y a en ce qui me concerne quelques petites déceptions que j'évoquerai très rapidement.

Sur les espaces publics, je présentais, moi, le triptyque idéal, en disant qu'il fallait de la qualité au niveau des espaces verts, de la proximité et de la quantité. C'est ce que j'ai retrouvé dans les différents colloques, voire les colloques européens sur les espaces verts. Je me rappelle du Congrès de Milan où j'avais été accueilli par l'Adjointe verte avec qui nous avons largement échangé. En ce qui concerne la qualité et la proximité, quand je regarde cette PPI, je m'y retrouve. Je trouve que les résultats présentés sont bons, et correspondent à ce que nous avons réalisé au niveau des trois mandats, main dans la main avec les services. Je pense que vous continuez de les écouter dans ce domaine-là, en rajoutant, bien entendu, vos particularités. Je pense que l'on est sur quelque chose d'équilibré.

Je rappelle quand même qu'en ce qui concerne qualité et proximité, nous avons été, dès 2003, la première ville à abandonner les produits phytosanitaires en France. En ont découlé tout un tas de distinctions, dont les espaces verts sont fiers, bien entendu, et ont raison, et dont nous, les élus, étions et sommes toujours fiers. On parlait de biodiversité tout à l'heure, nous avons été la première ville, l'année dernière, classée en préservation de la biodiversité par l'Observatoire des villes vertes. Nous sommes la première grande Métropole à avoir la distinction 4 fleurs, je ne rentrerai pas dans les détails d'en quoi cela consiste.

Vous voulez mettre du nourricier avec des arbres, je trouve cela bien. C'est une bonne idée, c'est une particularité. Il y a des espaces verts importants, vous mettez des arbres fruitiers, je trouve que c'est une bonne chose. Gilles BUNA, qui était avant moi, appelait cela des tirets, des points et des carrés quand il regardait la ville verte. Vous avez un vocabulaire qui correspond beaucoup plus à ce que moi j'employais, c'est-à-dire les trames vertes et bleues. Ce sont des éléments qui me conviennent parfaitement. Voilà pour ces deux premiers aspects.

Le troisième aspect est l'aspect quantité. Je fais une remarque là-dessus. On avait un rythme qui était à peu près de trente à quarante hectares par mandat. Et là, je ne m'y retrouve pas. Je fais donc remonter cette inquiétude dès le début du mandat en me mettant à disposition, si vous avez besoin d'idées sur le sujet. Mais je pense qu'on est loin de ce rythme de trente à quarante hectares sur le mandat.

Comme je disais tout à l'heure, je ne sais pas si c'est une mauvaise coordination avec la Métropole ou d'autres structures, d'ailleurs, vous avez parlé de co-construction, des arrondissements et de la ville mais pas de la Métropole. Je regrette mais c'est vraiment quelque chose d'indispensable. Je vous cite un exemple, comme je vous dis qu'il faut aller dans un rythme de trente à quarante hectares et que l'on n'y est manifestement pas. Quand vous faites un projet comme Blandan, dix-sept hectares, il faut avoir au début l'idée de dire : le château Lamotte, avec l'armée qui le possède, on va essayer de le racheter. Cela ne se fait pas facilement, il faut inscrire ça dans un projet, avec une collectivité comme la Métropole et essayer ensuite de négocier pour in fine aménager. Mais l'aménagement, ce n'est que la fin du parcours. Le parcours doit, à l'origine, se retrouver dans les intentions, dans la PPI, et là je ne trouve pas ceci. Si je reviens au 9^e arrondissement, vous avez cité quelques espaces que nous avons déjà lancés comme l'agrandissement du parc Montel ou le jardin Tissot, on est plutôt dans le jardin, ça porte son nom. En ce qui concerne les parcs, le parc du Vallon, par exemple, onze hectares, ce sont des éléments comme ça qu'il faut préempter. D'ailleurs, vous avez parlé du fait qu'il y avait des friches, je suis d'accord avec vous. Il y a aussi des partenaires qu'il faut aller voir, pour justement s'approprier ces friches-là. Cela n'apparaît pas dans le mandat. D'ailleurs, vous n'avez pas cité de grands projets sur le 9^e arrondissement.

Je voulais par ces deux exemples vous expliquer que le côté quantité est quelque chose d'important au niveau des espaces verts. Qualité et proximité sont également importantes, mais là je disais que vous remplissiez, selon moi, le cahier des charges.

Je vois qu'il y a quand même un budget conséquent. Là, je n'ai pas encore regardé dans le détail mais je vous donne un exemple. Quand vous intervenez sur les cours d'école, c'est sans doute une bonne chose, en ce qui me concerne je n'avais pas pu assez agir sur le périmètre scolaire. Vous savez, chaque adjoint garde précieusement ce qu'il doit faire, et parfois, est assez difficile à convaincre. Vous êtes sous cet aménagement-là. Mais quand vous avez beau aménager tout ou partie d'une grande école en pelouse voire quelques arbres mais surtout en pelouse, il ne faut oublier qu'en matière d'évapotranspiration, qui est la base quand on veut s'occuper de la ville verte de demain, un hectare, c'est un arbre au niveau de la résultante sur un quartier. Vous avez beau investir tout ce que vous voulez en mettant bout à bout toutes les cours d'école qui vont être verdies, on arrive grosso-modo à un hectare, ça fait peu. C'est pour cela que je dis c'est bien d'innover, je souscris à toutes vos idées. Toutes ces idées sont bonnes de toute façon, mais également pensez aux grands espaces, je pense qu'il en faut, notamment pour la biodiversité.

Vous avez cité la biodiversité. Je ne sais pas si aussi la Métropole se perd dans des grands projets. Je ne vais pas lancer le débat mais par exemple le téléphérique où pour la biodiversité vous allez injecter des tonnes et des tonnes de béton voire faire des interventions sur le passage des oiseaux. Je ne veux pas rentrer là dans certains détails. Mais surtout, vous allez mettre du financier. Quand j'entends Monsieur COLAS, que je connais bien au demeurant qui dit : « si les habitants n'en veulent pas, finalement on ne le fera pas », je dis que rapidement, il faut que la Métropole prenne ces décisions. Est-ce qu'elle va aller dans ces décisions-là, est-ce qu'elle n'y va pas ? Si elle n'y va pas, je pense qu'il y a des budgets à réorienter, que peuvent satisfaire le 9^e arrondissement, voire la Ville de Lyon.

Je n'entends pas non plus parler de transport fluvial. Alors que ce sont des Verts qui avaient lancé l'idée de ce transport fluvial à Lyon. On l'a totalement abandonné quand on regarde les différentes PPI, et je pense que c'est une erreur.

Je termine là-dessus, sur ce triptyque : qualité-proximité-quantité. Qualité-proximité, je suis d'accord, et c'est logique. Sur les intentions également. Par contre sur les quantités, vous avez compris, il faut faire plus.

Mme la Maire : Merci Monsieur GIORDANO, il est vrai que je n'ai pas évoqué le parc des Balmes qui concerne évidemment le 9^e et le 5^e Arrondissement de Lyon, avec l'extérieur du fort de Loyasse et toutes ces trames vertes qui représentent plusieurs hectares. Je passe la parole à Malika BONNOT.

Malika BONNOT :

Madame la Maire, mes chères collègues, Mesdames, Messieurs, je suis heureuse de m'exprimer sur le projet de notre majorité pour les prochaines années.

Le Plan de mandat et la Politique pluriannuelle d'investissement qui y est adossée montrent l'ambition de notre majorité pour la Ville, une volonté de faire de Lyon une ville plus solidaire, plus durable, qui s'inscrit dans la transition écologique, sans oublier la nécessité de l'action sociale et le développement des services publics.

Cette politique d'investissement ambitieuse et le plan de mandat ont vocation à rattraper un certain retard de notre Ville dans l'entretien et le développement de ses écoles, l'accueil des jeunes enfants

et ses équipements de manière générale. Mais plus important encore, il s'agit de rattraper un autre retard, qui n'est pas propre à Lyon : celui de la transition écologique et sociale. Il s'agit de faire de la Ville un acteur de la transition écologique, de lutte contre le réchauffement climatique et contre la pauvreté et l'exclusion. Ce sont certes des objectifs particulièrement ambitieux, mais la politique que nous votons ce soir est un premier pas dans la bonne direction.

Il est vrai qu'il s'agit d'un changement de paradigme important, nous faisons le choix de la solidarité et de la transition écologique, plutôt que celui de la sobriété budgétaire. Les enjeux sont trop importants pour se contenter de demi-mesures.

La crise sanitaire que nous traversons ne fait que renforcer la nécessité d'action, tant elle révèle l'imperfection de notre modèle actuel. La crise du Covid et les mesures sanitaires successives ont fait mis en lumière, sous un jour particulièrement défavorable, toutes les faiblesses de notre société. La précarité des jeunes et des étudiants, la déshérence des personnes qui dorment dans la rue ou encore les violences intrafamiliales.

Naturellement, la Ville de Lyon, ne peut pas à elle seule traiter tous les problèmes, qu'ils précèdent la crise ou qu'ils en soient la conséquence, mais nous prenons notre part.

On peut bien sûr citer la rénovation thermique des bâtiments, qui sont une source majeure de gaspillage, la construction ou la rénovation de 39 écoles, mais aussi une politique volontarisme en matière sociale.

Cela passera notamment par la lutte contre le non recours, encore trop fréquent, mais aussi par le fait de repenser et transformer l'action sociale, en particulier dans le cadre du Centre communal d'action sociale (CCAS), afin que nos services sociaux soient en capacité de détecter et répondre à toutes les formes de précarité.

Mais le plan de mandat c'est avant tout des projets au service des Lyonnaises et Lyonnais, Ainsi ce qu'il nous revient c'est de faire une ville à vivre.

Pour notre arrondissement il s'agira de développer, construire ou réhabiliter pas moins d'une dizaine de groupes scolaires, poursuivre l'aménagement dans le cadre du renouvellement urbain de la Duchère les quartiers de la Sauvegarde et du Château. Je pourrai également citer les investissements en matière d'équipement sportifs, notamment la réhabilitation de la piscine de Vaise.

Enfin, le projet de budget citoyen de 25 millions d'euros, permettra d'intégrer les Lyonnaises et Lyonnais au cœur de la décision publique et de les rendre acteurs de leur ville.

Notre groupe Socialistes, la gauche sociale et écologique votera favorablement cette délibération et continuera son engagement pour faire de la Ville de Lyon un territoire plus écologique, inclusif et solidaire.

Je vous remercie.

Mme la Maire : Merci Madame BONNOT, je vous propose de mettre aux voix, comme je l'ai expliqué, j'ai présenté les 2 délibérations, nous allons les voter. Monsieur DRIOLI, je vous écoute.

Adrien DRIOLI : Je vous remercie Madame le Maire, je souhaite intervenir très rapidement dans le sens de cette présentation du plan de mandat et de la PPI pour dire que ce plan de mandat est le fruit d'une collaboration et d'une concertation. Donc, c'est aussi l'esprit de cette méthodologie qu'il faut également souligner pour faire en sorte que les membres de l'exécutif municipal, l'ensemble des Maires d'arrondissement, l'ensemble des conseillers municipaux de la majorité ont pu participer à cette co-construction. C'est une chose qui est importante. Des défis majeurs sur ce plan de mandat : réconcilier Lyon avec le vivant, faire en sorte que notre ville soit une ville résiliente, impliquante, davantage inclusive, une ville de la coopération et de la transition écologique. Également, souligner un certain nombre de thématiques, je ne vais pas toutes les reprendre mais notamment sur ce qui a déjà pu être fait sur la culture et sur ce qui doit continuer d'être fait sur ce domaine-là au niveau de la ville création, de la ville inspiration et émancipatrice. Et puis enfin sur d'autres thématiques, je pense notamment au sport et à la jeunesse, nous avons été plusieurs à le dire ce soir déjà, des enjeux majeurs dans l'accès au sport, notamment sur des pratiques sportives pour toutes et tous. Faire en sorte d'inciter, d'accompagner les clubs de sport vers le développement de la pratique sportive par tous les publics, hommes et femmes de tous les âges mais également de publics qui sont parfois éloignés du sport, je pense notamment aux personnes en situation de handicap ou bien aux personnes LGBT. C'est aussi un des objectifs que l'on a. Faire en sorte que ces publics-là aient accès au sport dans des structures en état de les accueillir. Des structures qui soient rénovées, la Ville de Lyon a un retard conséquent, vous l'avez dit Madame la Maire, chers collègues, ce retard-là nous devons l'assumer, c'est aussi un des enjeux que nous développons dans la PPI, et l'on ne peut pas uniquement voir le développement de la Ville de Lyon par le développement économique ou par l'implantation d'emplois. Certes, il faut s'en occuper mais il faut faire en sorte que cette ville redevienne une ville à vivre, une ville humaine où on a accès à des équipements et à des services publics de qualité.

Enfin, bien évidemment, une politique d'accès à l'éducation, une politique jeunesse forte, où on relève les enjeux, où on met les jeunes au centre, soutenir les structures de quartier et poursuivre cette dynamique d'associer les jeunes à la construction de notre politique jeunesse. Faire en sorte qu'on leur propose un avenir et plus encore dans notre arrondissement, on a vu les événements derniers, faire en sorte que ces jeunes-là puissent espérer en l'avenir. On voit avec les étudiants les difficultés auxquelles ils font face. Nous relevons les défis à ce sujet et bien évidemment, les élus de Lyon en commun voteront ce plan de mandat et l'implantation de la PPI. Merci.

Mme la Maire : Merci. Je voudrais passer aux votes, j'ai vu qu'il y avait une main qui se levait du côté de Monsieur COLLOMB. J'aimerais que l'on ne multiplie pas les débats après chaque délibération. Je vous laisse la parole Monsieur COLLOMB, mais sachant que l'on a trente délibérations, je me dis que je ne souhaiterais pas dormir à la mairie ce soir. Je vous cède la parole.

Gérard COLLOMB : Madame la Maire, excusez-moi, je n'avais pas compris que votre intervention portait également sur le vote de la PPI. J'avais préparé une intervention assez longue mais je sais que vous ne les aimez pas, donc je vais raccourcir.

Mme la Maire : En toute proportion gardée, en fait.

Gérard COLLOMB : Non mais, garder pour le conseil municipal d'ailleurs, donc c'est du temps de gagner. Madame la Maire, simplement deux trois choses. Un, lorsque l'on regarde la liste de la PPI, c'est impressionnant par le niveau d'autorisations de programmes et en même temps par le nombre de projets. Mais, Madame la Maire, ce sont des autorisations de programme, et ce qui compte, ce sont les crédits de paiement. C'est sur les crédits de

paiement que l'on verra ce qui se réalise. Lorsque nous avons fait la PPI, à l'époque, nous avons essayé de choisir à la fois les projets qui étaient nécessaires mais qui consommaient beaucoup d'argent en fonctionnement, et vous allez voir que c'est un problème. Pour les crèches, si vous les faites municipales ou associatives et que vous voulez en faire vingt, vous verrez qu'il vous faudra pas loin de 300 agents, et même peut-être un peu plus. Donc cela pose des problèmes sur le fonctionnement.

Vous trouvez que ce que nous avons fait dans le mandat dernier est un peu pauvre mais je vous rappelle qu'il y avait la baisse des dotations de l'État, que nous sommes passés de 98,7 millions de dotations à 64,1. Croyez-moi, c'est un choc considérable. Nous avons voulu surmonter cette baisse des dotations, continuer à pouvoir développer une épargne brute qui nous permette d'investir pour l'avenir, maîtriser notre dette. Mais je pense que vous êtes heureuse de trouver des finances aussi saines même si vous ne le dites pas.

Mme la Maire : Mais si, je l'ai dit Monsieur COLLOMB.

Gérard COLLOMB : Je crois que lorsque l'on regarde quelles étaient nos priorités, peut-être que vous seriez surpris. Le premier budget dans le mandat dernier, savez-vous lequel c'était ? Les espaces publics et les espaces verts. Le deuxième budget, c'était l'aménagement urbain et l'habitat. Et le troisième, c'était l'éducation. Vous voyez que l'on n'invente rien. Lorsque je regarde votre programmation, je vois beaucoup de projets qui ne sont que la poursuite des projets que nous avons lancés. Je ne vais pas les énumérer, je le ferai peut-être en conseil municipal. Nous ne voterons donc pas le plan de mandat et nous ne voterons pas, pour ce qui concerne Blandine REYNAUD et moi, le plan d'investissement, mais Monsieur GIORDANO, qui a un tropisme vert s'abstiendra sur ce plan pour les éléments nature.

Mme la Maire : Merci, Monsieur COLLOMB. J'ai souligné dans ma présentation que nous vous remercions d'avoir laissé cette ville avec cette situation financière saine, ce qui nous permet d'investir aujourd'hui plus aisément. Après j'ai aussi à vous préciser qu'il y avait une autre dette patrimoniale qu'il fallait combiner.

Aucune autre intervention n'étant proposée, Madame la Maire met les deux dossiers au vote.

Dossiers 1 et 2 : Le conseil émet un avis favorable à la Majorité

2 VOIX CONTRE : Gérard COLLOMB, Blandine REYNAUD

1 ABSTENTION : Alain GIORDANO

Mme la Maire : Nous passons à la délibération suivante, il s'agit de la délibération. Je vais laisser la parole à François GENOUVRIER.

3 - 2086 - Délibération cadre définissant les nouveaux engagements climatiques de la Ville de Lyon à l'horizon 2030 - Secrétariat général de la Ville de Lyon - Direction des Assemblées

Rapporteur : François GENOUVRIER

Chèr.e.s collègues, Chèr.e.s habitant.es du 9^e arrondissement,

La crise climatique fait rage, c'est un défi pour l'humanité. Chacun doit faire sa part, et à notre niveau de ville de Lyon, nous possédons tous les outils pour relever ce défi historique. La bonne nouvelle, c'est

que pour parvenir à cette fin, nous n'aurons pas besoin de devenir amish. Non, pour ce faire, il convient simplement d'être lucide sur le diagnostic, ambitieux sur les objectifs, efficaces sur les moyens d'y parvenir.

Le diagnostic est désormais bien établi et partagé par le monde entier, et Madame la Maire nous a rappelé les enjeux principaux. C'est ce contexte qui nous amène aujourd'hui à vouloir décréter l'état d'urgence climatique. Une urgence à considérer avec le même sérieux que les urgences sanitaires ou sécuritaires, voire plus, dans la mesure où le réchauffement climatique et la pollution entraînent des risques sanitaires et sécuritaires. On le voit encore dans l'actualité de ces derniers jours, avec des recherches scientifiques qui montrent une corrélation entre les périodes de pollution aux particules fines et les pics de propagation de la COVID.

Les moyens propres à répondre à cette urgence, résumons les à leur plus simple expression : il s'agit de tendre vers la neutralité carbone en 2050. Pour viser cette cible, notre trajectoire doit passer par des intermédiaires, dont la baisse de 30% des émissions, en 2030, par rapport à 2019.

Pour atteindre cet objectif de manière pragmatique, sans mauvaise foi, sans contourner le problème ou cacher la poussière sous le tapis, il est d'abord nécessaire de revoir de fond en comble la méthode de calcul des émissions de la ville de Lyon. Le périmètre de calcul doit être élargi à toutes les activités municipales, directes et indirectes. Quelques exemples d'éléments qui n'étaient pas pris en compte, et qui le seront désormais : les factures énergétiques des associations qui occupent des locaux de la Ville, les émissions liées aux objets et services achetés par la ville de Lyon, l'alimentation scolaire, les matériaux de construction, les carburants pour les agents et les usagers de la Ville...

Ces éléments ne sont pas suffisamment connus et mesurés pour la dernière décennie, ce qui nous amène à prendre comme année de référence 2019, en conformité avec les différents plans et schémas nationaux, régionaux et métropolitains.

Un comité de pilotage sera mis en place, permettant un suivi annuel et associant tout l'exécutif Ville et arrondissements, et les présidents de tous les groupes politiques. Il s'agit donc là de se rassembler, toutes tendances confondues, autour du même objectif.

Nous avons fait campagne en 2020 autour de la notion de dernier mandat pour le climat, et c'est en ce sens que nous ajoutons un objectif intermédiaire de réduction de 15% en 2025. Objectif qui nous oblige à agir au plus tôt de manière efficace, sans remettre au lendemain. A l'issue de notre mandat, les Lyonnaises et les Lyonnais pourront juger de notre action.

Pour atteindre nos objectifs nous prévoyons d'actionner tous les leviers que la Ville a à sa disposition, notamment la rénovation des bâtiments municipaux, l'amélioration de l'éclairage urbain, la modernisation de la flotte de véhicule, et la végétalisation importante de notre environnement urbain.

Priorité sera donnée à l'efficacité et à la sobriété énergétique, car l'énergie la moins polluante est celle que l'on ne consomme pas. L'énergie indispensable sera autant que possible issue des énergies renouvelables. Les émissions de carbone résiduelles seront compensées par du stockage via les plantations et les matériaux bio-sourcés utilisés dans les constructions.

Loin des images de prophètes de malheur ou de doux rêveurs que certains souhaitent en permanence nous attribuer, nous proposons ici un vrai projet municipal, une vision à long terme que Madame la Maire nous a bien présenté à travers le plan de mandat et la PPI.

Au vu de l'enjeu et du travail à réaliser nous espérons pouvoir compter sur nos collègues élus d'opposition et sur l'ensemble de la population de l'arrondissement pour relever ce défi passionnant avec nous.

Je vous propose à tous de valider cette délibération.

Prise de parole :

Mme la Maire : Monsieur COLLOMB.

Gérard COLLOMB : Madame la Maire, sur ce rapport, nous avons quelques différences avec vous. Nous, et moi personnellement, je parlerai en mon nom, j'ai toujours pensé que l'humanité était capable de relever tous les défis après qu'elle les avait identifiés. Malthus disait par exemple qu'on n'arriverait pas à nourrir la planète. Il avait oublié une seule chose, c'était l'innovation. Je pense que dans vos propositions, vous sous-estimez le rôle de l'innovation.

Par exemple, on voit aujourd'hui que se développe de plus en plus les voitures électriques. Dans dix ans il n'y aura plus que ça. Et quelques années plus tard, il y aura des véhicules qui fonctionneront à l'hydrogène, et Lyon doit devenir une grande capitale de l'hydrogène. C'est le point que vous sous-estimez.

L'autre jour il y a eu un débat à l'ADERLY et donc la Métropole, c'est elle qui était représentée, voulait et appelait à réaliser une baisse de 5 %, c'était un peu comme une sanction.

Les personnes qui étaient là montraient que sur l'ensemble des implantations qu'avait fait l'ADERLY au cours des dernières années, il y en avait au moins 70 à 80 % qui concernaient les problèmes de réchauffement climatique, les problèmes de la réduction des gaz à effet de serre, de la lutte contre la pollution, des sols, des eaux et cætera. Donc, intégrez, si vous voulez que l'on converge à un moment donné, cette idée d'innovation et de progrès. Merci ! Nous voterons contre, et notre ami Alain GIORDANO votera abstention.

Mme la Maire : Est-ce que Monsieur GENOUVRIER veut reprendre la parole ou est-ce je mets ce débat aux voix ?

François GENOUVRIER : Oui, je veux bien juste préciser rapidement que le véhicule électrique, c'est un peu une fausse solution parce que si on prend en compte le bilan carbone de sa fabrication et de son acheminement jusqu'à notre pays, finalement, le coût carbone est exorbitant. Par ailleurs, on remarque que la pollution aux particules fines n'est pas uniquement liée à la consommation de carburant mais également aux plaquettes de freins, aux freinages, à l'usure des pneus. Donc, le véhicule électrique n'est pas la solution.

Gérard COLLOMB : Monsieur GENOUVRIER, le vrai drame dans ce que vous venez de dire, vous dites « pour faire venir les véhicules électriques dans notre pays ». Le vrai drame, Monsieur GENOUVRIER, c'est qu'on n'en produise pas. Et que ce soit effectivement les Japonais ou les Chinois, ou bien les Américains avec Tesla, qui développent ce genre de choses. On en produit peu. Renault a été le premier avec la Zoé mais ensuite, ils ont totalement abandonné, enfin, ils ont pris du retard sur le secteur et sont aujourd'hui en grande difficulté. Demain, ce sera avec l'hydrogène propre. Essayez quand même d'intégrer le progrès scientifique dans votre démarche, votre analyse.

Mme la Maire : On va clore les débats. L'innovation ne nous fait pas peur Monsieur COLLOMB. Mais si on réduisait les déplacements, quels qu'ils soient, pour les déplacements urbains qui font moins d'un kilomètre par exemple, ça pourrait déjà faire avancer un peu les choses. Il faut réduire la place de la voiture. C'est une obligation. Vous disiez que Malthus n'avait pas raison. Je suis quand même un peu en désaccord avec vous. S'il y a autant de personnes qui se noient dans la Méditerranée, je pense que ce sont des gens qui ne mangent pas à leur faim. Il y a des phénomènes de guerre mais pas seulement. Ce sont des gens qui ne vivent pas correctement et qui cherchent chez nous des solutions différentes. Non, nous ne pouvons pas nourrir aujourd'hui tous les enfants de cette planète. Même l'innovation n'y pourra rien, il va falloir changer nos comportements, nos façons de voir les choses et c'est ce que nous disons aujourd'hui. Nous ne voulons rien interdire, nous voulons juste réorienter.

Aucune autre intervention n'étant proposée, Madame la Maire met le dossier au vote.

Le conseil émet un avis favorable à la Majorité :

2 VOIX CONTRE : Gérard COLLOMB, Blandine REYNAUD

1 ABSTENTION : Alain GIORDANO

4 - 1846 - Groupe scolaire Nérard - Acquisition et Construction - Opération n° 09350001 - 15 rue Nérard à Lyon 9^e Lancement des travaux de l'opération et affectation complémentaire d'une partie de l'autorisation de programme n° 2015-1, programme 00006 - Direction de la Construction

Rapporteur : François GENOUVRIER

François GENOUVRIER : c'est Monsieur PARIS qui va introduire cette délibération et je prendrai la suite.

Mme la Maire : Effectivement, très bien. Je n'ai pas relevé tout à l'heure mais nous essayons de travailler la transversalité et donc sur les bâtiments et l'éducation, les deux Adjoints seront conjointement sur la présentation. Monsieur PARIS, c'est à vous.

Yohann PARIS : Merci Madame la Maire. Madame la Maire, Mesdames et Messieurs les habitant.e.s et les élu.e.s, je souhaitais prendre la parole en préambule de la présentation de Monsieur GENOUVRIER au sujet de cette délibération afin d'amener des éléments de contexte autour de la nécessité pour notre arrondissement de voir construire cette école.

Comme vous le savez, les aménagements urbains du 9^e arrondissement effectués ces dernières années ont eu pour conséquence une augmentation de la population notamment sur les secteurs de Vaise et de l'Industrie sans toutefois voir apparaître les infrastructures associées nécessaires. Tel est le cas des écoles.

L'objectif de cette construction est double. A ce jour, l'école Audrey Hepburn a dû être complétée par l'installation de modulaires et cette situation a également conduit à la mise en place d'une école provisoire dans le parc Montel. Il est donc primordial de construire rapidement cette nouvelle école afin de permettre aux élèves de l'école Audrey Hepburn de retrouver un bâtiment dont les effectifs sont en lien avec ses locaux et ses extérieurs mais également de permettre aux habitants de retrouver la jouissance du parc Montel.

Nous avons été initialement étonnés du choix fait par les élus de la précédente mandature de prévoir une école maternelle dont les classes sont pour partie en étage et qui aurait certainement été plus approprié à des élèves d'élémentaire. Cependant, prenant en compte le manque de classes sur le secteur d'une part, l'avancée du projet au stade où nous l'avons récupéré et afin de ne pas retarder un projet si nécessaire aux habitants nous avons décidé de ne pas modifier cet aspect du programme qui aurait conduit à un report trop important.

Je vais maintenant laisser la parole à Monsieur GENOUVRIER qui nous présentera son point de vue d'Adjoint à la transition énergétique et au patrimoine sur cette opération.

François GENOUVRIER : Merci Monsieur PARIS. Je vais vous présenter les visuels du concours d'architecture. Voilà. Effectivement nous avons pris le train de cette opération en route, puisque le concours d'architecture était déjà lancé à notre arrivée.

Ce projet présente la particularité d'être implanté sur un terrain très contraint, de par ses petites dimensions mais également la présence du jardin de la crèche Tissot et un espace végétalisé protégé au sein du terrain. Dans un si petit espace, il n'y avait qu'une solution pour faire rentrer un groupe scolaire, c'était de faire un bâtiment avec plusieurs étages. On a donc une école avec le restaurant scolaire et les classes des petits au rez-de-chaussée, puis les moyens et les grands au 1^{er} et 2^e étage. Au 3^e étage se trouvera une salle d'évolution et les bureaux, et pour finir sur le toit, au 4^e étage, un jardin pédagogique.

Ce type de projet me fait penser à ce qui peut se faire à Paris, dans des quartiers parmi les plus denses au monde, avec des cours de récréation sur les toits. C'est d'ailleurs le cas pour l'école Nérard, qui aura une cour sur le toit du 2^e étage. Monter et descendre les escaliers tous les jours, pour les enfants, les parents, les maîtresses et maîtres, les ATSEM, les agentes et agents d'entretien, sera une contrainte importante.

Alors oui, nous nous sommes questionnés sur ce projet quand nous l'avons récupéré. Était-on vraiment obligés de choisir un si petit site pour faire rentrer au chausse-pied une école ? Pourquoi en 2019, la précédente mandature a-t-elle vendu à un promoteur, à 500 mètres de là, un terrain de 8 500 mètres carrés pour racheter quelques mois plus tard le terrain Nérard, six fois moins grand, avec un coût au mètre carré, cinq fois plus cher ? On aimerait avoir des éléments de compréhension des anciens élus à ce sujet. Car c'est bien ces choix qui font aujourd'hui la contrainte de ce groupe scolaire.

Mais revenons au projet, qui a heureusement fait l'objet d'une étude architecturale de qualité avec le cabinet ATAUB. Les différentes salles et circulations sont organisées de la meilleure façon possible, les arbres de la cour sont préservés, le bâtiment fait la part belle aux matériaux bio-sourcés, contribuant à diminuer les émissions de gaz à effet de serre de la construction. C'est là un point que nous tenons à saluer. Les visuels du projet sont également prometteurs, avec une bonne intégration urbaine côté rue Nérard, signe d'un bâtiment qui pourra traverser les décennies et si besoin changer d'affectation dans un futur lointain. C'est ça aussi, un bâtiment durable.

En ce qui concerne les performances énergétiques du bâtiment, ses besoins en chauffage et en éclairage, celles-ci sont un peu plus ambitieuses que la réglementation nationale, mais cette réglementation commence à dater, et n'est pas en phase avec les objectifs des accords de Paris. Un point un peu plus mitigé donc.

Pour synthétiser, disons que ce projet est à mi-chemin de ce qu'il nous reste à parcourir pour tendre à la neutralité carbone en 2050. Nous avons étudié la possibilité d'une modification du projet pour le

rendre plus performant, malheureusement cela n'est pas possible au vu du calendrier très contraint de l'opération et des bénéfices de l'ouverture à la rentrée dès 2023.

Pour finir, j'ajouterais que l'école Nérard s'insère dans un projet urbain plus large autour de la rue Tissot. L'entrée de l'école sera en vis-à-vis de l'école Hepburn, et nous sommes en train d'étudier la piétonisation de la rue, en lien avec la création d'un jardin public. Cet ensemble devrait constituer un bel exemple de la ville à hauteur d'enfant que nous appelons de nos vœux, et je vous propose donc de donner un avis favorable à cette délibération.

Prise de parole :

Mme la Maire : Monsieur COLLOMB a levé la main.

Gérard COLLOMB : Je ne serai pas intervenu si Monsieur GENOUVRIER n'avait pas été si désobligeant. Il nous laisse penser que finalement on a acheté ce terrain à une espèce de partenaire étranger. Excusez-moi, c'était la SAHLMAS et c'était une résidence de personnes âgées qui ne pouvait plus persister ici parce qu'elle était sous dimensionnée et donc, nous avons fait déménager les pensionnaires. À l'époque, cela m'a valu un certain nombre de lettres et de critiques et donc une gestion assez difficile, mais vous connaîtrez dans l'avenir. Vous verrez comme c'est facile de discuter avec les gens et comment la recherche de la convergence est plus compliquée que l'on ne croit.

Après, le projet architectural, ce n'est sans doute pas moi qui l'ai retenu mais je pense effectivement que ce sera un bel établissement.

Mme la Maire : Monsieur GENOUVRIER, si vous souhaitez reprendre la parole.

François GENOUVRIER : On peut passer au vote.

Mme la Maire : Juste pour précision, Monsieur COLLOMB, nous ne parlions pas de ce terrain. Nous parlions d'un autre terrain à 500 mètres et pas du tout de celui qui a été acheté. Il est plus petit mais il n'y avait pas de considérations par rapport à celui-là.

Aucune autre intervention n'étant proposée, Madame la Maire met le dossier au vote.

Le conseil émet un avis favorable à l'Unanimité.

5 - 2012 - Lancement des enveloppes de dotations des mairies d'arrondissement pour "travaux d'aménagements 2021-2026" et affectation de l'AP n° 2021-6, programme 00008 - Service des Mairies d'Arrondissement

Rapporteur : François GENOUVRIER

François GENOUVRIER : Il s'agit ici d'une délibération permettant de lancer les enveloppes de dotation des Mairies d'arrondissement pour les travaux d'aménagement 2021-2026.

Je rappelle que les mairies d'arrondissement disposent d'un budget de fonctionnement pour assurer leurs missions de gestion et d'animation locale et d'un budget d'investissement pour l'entretien des bâtiments dont elle est gestionnaire.

La dotation d'investissement permet à la Mairie du 9^e de prendre en charge les dépenses d'investissement des équipements transférés et locaux administratifs mis à sa disposition par la Ville de Lyon. Pour simplifier, c'est le budget pour faire les petits travaux du locataire, dans la mairie, les gymnases, les salles associatives, et les crèches.

Le budget reste constant par rapport aux années précédentes, avec une dotation de 2€ par habitant, soit environ 100 000 € par an, et 600 000 € sur les 6 années du mandat.

On pourrait commenter ce montant en se disant que cela reste assez faible, au vu de l'état du patrimoine d'arrondissement et des nombreux travaux à y effectuer. Mais je trouve que le débat n'est pas là, car finalement, des plus gros travaux peuvent aussi être réalisés en direct par la Ville de Lyon, à notre demande, sur le budget Ville.

Ce que je souhaite soulever ici, c'est la problématique de la gouvernance. Car finalement, pour l'instant, nous héritons d'un système qui fait croire que les mairies d'arrondissement ont la main sur l'entretien des bâtiments transférés, mais ce n'est pas vraiment le cas. Ce n'est pas la mairie du 9^e qui instruit les demandes de travaux, hiérarchise leur importance ou degré d'urgence, engage leur réalisation. Et pourtant, c'est la mairie d'arrondissement qui paye, et c'est à la mairie d'arrondissement que les habitants s'adressent pour réclamer des travaux. La conséquence directe de ce fonctionnement est une lourdeur administrative pour réaliser les moindres travaux, une opacité dans le déroulement de ceux-ci.

Par exemple, si l'on souhaite repeindre une salle associative, il faut que la mairie en fasse la demande auprès de la Direction Gestion Technique des Bâtiments, pour une instruction dans les mois qui suivent, et une réalisation le plus souvent, l'année suivante, dans le meilleur des cas. Le système est encore plus lourd lorsqu'il s'agit de travaux dans un gymnase, puisque la Direction des Sports doit également être sollicitée. Ce fonctionnement ne me paraît pas conforme à la notion de proximité, de redevabilité et de réactivité que les citoyens sont en droit d'attendre de leur mairie d'arrondissement.

Ces enjeux sont au cœur de nos ambitions pour notre mandat d'arrondissement, et je tiens à saluer les améliorations que laissent entrevoir cette délibération.

Là où les budgets d'investissement d'arrondissement étaient votés annuellement, il est ici question de pluri annualité, permettant de donner un cadre clair pour le mandat, de varier les dépenses d'une année sur l'autre en fonction des besoins, sans remettre en cause l'enveloppe globale. On pourrait presque imaginer faire une PPI d'arrondissement.

Par ailleurs, la délibération mentionne l'éventualité de créer une section d'investissement dans les états spéciaux d'arrondissement, ce qui ouvrirait la porte, on peut l'espérer, à une capacité d'engagement en direct de ces petits travaux en arrondissement, donc d'une hiérarchisation et d'un arbitrage plus directs et réactifs.

Il reste encore du chemin à parcourir dans cette amélioration de la démocratie de proximité, mais cette délibération me semble aller dans le bon sens, et je vous propose de lui donner un avis favorable.

Aucune autre intervention n'étant proposée, Madame la Maire met le dossier au vote.

Le conseil émet un avis favorable à l'Unanimité.

1, programme 00001 - Attribution d'une subvention d'investissement à l'association Ecole de la 2ème Chance Rhône Lyon Métropole 3, rue Maurice Thorez-Espace Benoît Frachon-69120 Vaulx-en-Velin pour son projet de relocalisation et d'extension sur le site "Les Ateliers du Faubourg" situé rue Duvivier à Lyon 7e - Approbation et autorisation de signature de la convention financière correspondante - Direction du Développement Territorial

Rapporteure : Marion CRÉTINON

Mme la Maire : Je tiens à signaler que Camille AUGÉY ne prendra pas part au vote. Je cède la parole à Marion CRÉTINON.

Marion CRÉTINON : Merci Madame la Maire. Chèr.e.s collègues, Chèr.e.s habitant.es, je vais vous présenter la délibération n°1917, qui porte sur l'attribution d'une subvention d'investissement à l'association Ecole de la 2^e Chance Rhône Lyon Métropole.

L'E2C propose à des jeunes qui sont sortis sans diplôme et sans qualification du système scolaire de suivre une formation et les aider à trouver un emploi ou une formation qui leur convienne. Chaque jeune suit un apprentissage personnalisé, effectue plusieurs stages et participe à des projets de groupe.

C'est un dispositif qui fonctionne très bien, tant en termes d'accès à l'emploi ou à des formations qualifiantes.

L'E2C de l'agglomération lyonnaise a été créée à Vaulx-en-Velin en 2010. Fort de son succès et des nombreuses demandes de la part de jeunes, l'E2C a ouvert en 2016 un 2^e site, situé à Gorge de Loup dans le 9^e arrondissement. Une dizaine de jeunes du 9^e arrondissement ont d'ailleurs été accompagnés par l'E2C en 2020.

Les locaux qu'elle occupe actuellement limitent sa capacité d'accueil à 200 jeunes par an, alors que ses partenaires institutionnels, l'État, la Région, la Métropole et la Ville de Lyon financent à eux tous 300 places.

Les responsables de l'E2C ont donc proposé à leurs partenaires institutionnels un projet de regroupement de l'école sur un seul site, aux « Ateliers du Faubourg », rue Duvivier à Lyon 7^e arrondissement. Ce projet de relocalisation et d'extension permettra à l'E2C de doubler sa capacité d'accueil et de pouvoir ainsi offrir 400 places. Le regroupement permettra aussi d'améliorer les conditions de travail et la qualité pédagogique.

Les jeunes du 9^e arrondissement pourront évidemment toujours suivre des formations à l'E2C aux côtés d'autres jeunes issus d'autres arrondissements de Lyon et d'autres communes de la Métropole.

La subvention d'investissement que je vous présente porte sur les travaux d'aménagement intérieur de ces locaux. Sur un coût total de 1 077 000 €, la Ville de Lyon se propose d'en financer 987 000 €. La livraison des locaux est prévue au troisième trimestre 2021.

Dans le contexte actuel où les jeunes sont particulièrement touchés par le chômage, et où le décrochage scolaire est important, ce type de dispositif est essentiel. Essentiel pour ne pas accentuer davantage la précarité des jeunes les plus éloignés de l'emploi. Il nous semble donc important d'apporter notre soutien à ce projet d'extension de site afin que davantage de jeunes puissent bénéficier d'une 2^e chance.

Je vous propose donc, Mesdames et Messieurs, de répondre favorablement à la demande de l'association en lui allouant une subvention d'équipement et en autorisant la signature de la convention financière correspondante.

Aucune autre intervention n'étant proposée, Madame la Maire met le dossier au vote.

Le conseil émet un avis favorable à l'Unanimité : sans participation de Camille AUGÉY.

7 - 1926 - Lancement des opérations n°60020600 "Plan de végétalisation et dé-imperméabilisation des cours d'écoles 2021-2026" et n° 60004526 " Végétalisation et projet espace nature Enfance 2021-2026" et affectation d'une partie des AP n°2021-3, programme 00006 et n° 2021-1, programme 00002 - Autorisation donnée au Maire de candidater à des appels à projets et à percevoir des recettes - Direction Générale des Services - Délégation générale aux affaires sociales, aux sports, à l'éducation et à l'enfance

Rapporteur : Yohann PARIS

Arrivée de Cyril GUINET

Yohann PARIS : Merci Madame la Maire, chères habitantes et habitants, chères élu.e.s mais aussi, chers enfants.

Il s'agit par cette délibération de permettre la mise en œuvre d'un plan pluriannuel de végétalisation des cours d'écoles et des lieux d'accueil du jeune enfant.

Je suis personnellement très heureux de vous présenter cette délibération puisque l'enjeu est de permettre aux enfants de Lyon de retrouver un contact quotidien avec la nature.

Tout d'abord parce qu'il s'agit d'un enchantement. Qui n'a jamais été émerveillé, de toute sa hauteur d'enfant de contempler le foisonnement du vivant. Qui, de découvrir les créations fascinantes de la nature ?

Ensuite, parce que cette « expérience de nature » apporte avec elle un ensemble de bienfaits dont la liste ne peut être exposée dans sa globalité : citons pour l'exemple la qualité de l'air, la biodiversité, l'apport d'ombrage, de fraîcheur mais également l'apaisement qu'elle apporte, et tant d'autres choses qui seraient bien trop longues à exposer ici.

C'est ce que nous souhaitons à nos élèves et je vous donnerais l'exemple de deux écoles du 9^e où nous avons commencé à travailler ce lien, il s'agit de l'école Joannes Masset dont le gazon synthétique initialement prévu a été remplacé par l'apport de copeaux de bois dans un premier temps et qui fait la joie des enfants à l'heure de la récréation et qui sera prochainement complété par la plantation d'arbustes.

Il y a également l'école de la Sauvagère où **l'ensemble des usagers et usagères ont pu être associés** à cette conception grâce à l'intervention des Robins des villes qui ont travaillé à la concertation auprès des élèves et de l'équipe enseignante... L'enjeu est bien de construire des projets concertés et durables.

Les financements proposés, 15 000 000€ pour les cours d'écoles et 4 500 000€ pour les structures petite enfance, permettront au court du mandat de réaliser les études, les concertations, la programmation ainsi que la réalisation de la « végétalisation » des 52 crèches actuelles de la Ville de Lyon ainsi que de plus de la moitié des cours d'écoles.

Ces réalisations seront planifiées annuellement en lien avec les élus d'arrondissement.

Je vous propose donc de donner un avis favorable à cette délibération.

Prise de parole :

Mme la Maire : Merci Monsieur PARIS. Monsieur COLLOMB, vous avez levé la main.

Gérard COLLOMB : Excusez le béotien que je suis mais je n'ai pas compris ce que vous allez faire exactement dans les cours d'école. C'est-à-dire, vous n'allez pas végétaliser l'ensemble de la cour.

Si aujourd'hui, vous le savez elles ne sont pas végétales, c'est aussi parce qu'à l'époque et nos anciens n'étaient pas totalement dénués de bon sens, cela permettait aux enseignants de pouvoir surveiller l'ensemble des enfants. Vous ne voulez pas mettre de la végétation partout dans la cour. Que vous vouliez dé-imperméabiliser le sol, je le comprends, mais ça ne peut pas être du bord, par exemple. On a vu dans l'école provisoire à Sergent Blandan où vous avez de la terre, ce que cela donne en termes de salissures de l'école, des chaussures des enfants. Et donc, quand ils reviennent chez leurs parents, ceux-ci sont contents ! J'aimerais bien que l'on m'explique ce qu'est végétaliser, que l'on me montre un projet, et puis également comment on genre également, et alors là, je serais au comble de l'enthousiasme.

Mme la Maire : Monsieur PARIS, je vous donne la parole. Vous avez affaire à de nombreux parents d'enfants, dans ce conseil d'arrondissement, qui n'ont pas peur de voir revenir leurs enfants avec des chaussures ou des pantalons sales. Je tenais à vous le signaler. Je laisse Monsieur PARIS vous répondre sur certains points plus techniques.

Yohann PARIS : Merci Madame la Maire, en effet Monsieur COLLOMB, je pense qu'il y a un enjeu vraiment de taille sur cette question et c'est vraiment la question de l'appropriation du vivant. Et plus que des mots, moi je vous invite à venir visiter la cour d'école de Joannes Masset, vous verrez qu'il y a différents lieux dans cette cour et c'est ce que nous pouvons proposer par la suite. Ce sont des lieux en effet avec un peu de béton mais qu'il y ait des lieux qui soient dé-imperméabilisés et des lieux avec un peu de végétaux, je pense que c'est vraiment essentiel. Je me permettrai de rebondir sur ce que vous avez dit tout à l'heure, mais j'espère qu'en tout cas ce gazon synthétique n'était pas le symbole de l'écologie que vous vouliez faire pour Lyon. Lyon a besoin de se réconcilier avec ce vivant-là. À la place d'un gazon synthétique, on préfère avoir des végétaux avec du vivant.

Gérard COLLOMB : Je ne comprends pas.

Alain GIORDANO : Très rapidement, je pense qu'il faudrait en effet éclaircir ce sujet. Moi, je vous rejoins, je l'ai dit tout à l'heure, dans l'esprit de végétaliser les cours d'écoles. Ce que je n'arrive pas à comprendre, c'est ce que j'ai lu, parce que pour l'instant on ne voit pas les projets, on lit les interventions des uns ou des autres. J'entends que, pour qu'il n'y ait pas de discrimination dans les cours d'écoles, on allait supprimer des terrains dédiés au sport par exemple, pour les végétaliser. Là je pose une question : est-ce que ça va être fait, comment, dans quelles conditions ?

Vous avez le plus grand club de handball à Saint Rambert, Handball Club de Lyon, et ils vont vous expliquer que les vocations émergent dans les cours d'école avec les gamins qui jouent au handball. Vous ne pouvez pas jouer au handball sur des sols dégenrés ou sur de la pelouse, c'est une évidence. C'est vrai qu'il y aurait des besoins à ce niveau-là. Il faut végétaliser, oui, mais comment voulez-vous faire dans les cours d'école. J'entends via les retours que j'ai encore au niveau des espaces verts, que si on met bout à bout tous ces projets, on arrive finalement à regagner des mètres carrés d'espaces verts et non pas en hectares comme on se disait tout à l'heure. Il faut essayer de mesurer l'utilité de l'investissement par rapport au rendu. Pour bien comprendre ce que je veux évoquer, quand vous parlez de biodiversité, elle ne se travaille pas à l'échelle de ces petits projets mais sur des projets beaucoup plus grands. Je pense que vous le savez, je ne suis pas en train de vous apprendre quelque chose. C'est aussi important de savoir sur l'école, ce qu'on peut faire ou ne pas faire. Ce n'est pas pour qu'il n'y ait pas une éducation à l'environnement, il faut qu'elle ait lieu. Il faut que les enfants aient un contact avec la nature. Mais dans ces cours d'école, en gros, qu'est-ce qu'on va faire, comment ?

Moi je suis pour, sur le plan global et sur l'orientation mais il ne faut pas que ce soit simplement des paroles et des incantations. Concrètement, qu'est-ce qu'on va faire et surtout bien faire. Et laisser aussi dans les cours d'école ce dont on a besoin. Mais je vous rejoins dans l'esprit de la végétalisation.

Mme la Maire : Tout à fait. Monsieur PARIS, est-ce que vous voulez reprendre la parole. Je donne un élément de réponse. Je dirais que chaque cour d'école est unique, c'est-à-dire qu'il y a déjà des écoles qui sont déjà très végétales et qui ont déjà un fort potentiel avec de la nature clairement implantée. Et il n'est pas question de toucher à ces écoles.

Par contre, il y en a d'autres qui sont très bitumées, le but n'est pas non plus d'enlever tout le bitume. Nous allons faire une proportion. Nous n'allons pas mettre un champ de pommes de terre ou d'arbustes dans toutes les cours d'écoles. La pratique du vélo ou du tricycle dans les cours d'école doit se faire sur des surfaces dures, nous en avons tout à fait conscience. Nous travaillons aussi sur des nouveaux enrobés qui sont plus naturels et qui permettent de la perméabilité. Mais il faut aussi introduire des arbres et des arbustes dans certaines cours d'école qui sont complètement minérales et souffrent de la chaleur l'été. Créer ou agrandir les potagers. Agrandir les petites bandes de pleine terre, qui font trente centimètres, à un mètre pour que, par exemple, des poules puissent gambader facilement. Ou pour que la biodiversité se refasse. Il n'y a pas une solution miracle. Et comme l'a dit Monsieur PARIS, il y aura des études qui seront faites dans chaque école.

Nous vous invitons à venir, effectivement, à Joannes Masset, où il y a une diversité des surfaces au sol et des usages. On ne va pas interdire aux enfants de jouer au handball ou au football mais on n'a pas non plus peur qu'ils se salissent ou se vautrent dans les copeaux de bois. Je propose de mettre ce rapport aux voix.

Gérard COLLOMB : On s'abstiendra avant d'avoir vu. Et on veut voir gambader les poules dans les cours.

Mme la Maire : Vous pouvez venir en ce moment-même à la maternelle Audrey Hepburn, il y a bien un petit poulailler qui s'est installé et moi je suis assez malheureuse de les voir gambader dans ces trois mètres carrés de pleine terre. C'est bien pour ça qu'il faut agrandir ce genre d'espace. On fait attention à ce qu'elles puissent gambader dans la cour mais elles sont quand même vite remises dans leur enclos

car il faut préserver leur petit cœur de poule avec ces enfants en bas âge et éviter qu'elles se sauvent. C'est un projet très intéressant et nous vous invitons à rentrer dans les écoles très rapidement.

Aucune autre intervention n'étant proposée, Madame la Maire met le dossier au vote.

Le conseil émet un avis favorable à l'Unanimité :

3 ABSTENTIONS : Gérard COLLOMB, Blandine REYNAUD et Alain GIORDANO

8 - 1965 - Lancement des opérations n° 60004524 "aménagement petite enfance (petits travaux) 2021 - 2026", n° 60004528 "prévention de l'usure professionnelle et mise en conformité réglementaire 2021 - 2026", n° 60004525 "plan canicule structures petite enfance 2021 - 2026, et n° 60004001 "mobilier et matériel équipements en gestion municipale - Enfance 2021 - 2026 et affectation d'une partie des AP n° 2021-1 et 2021-3, programme 00002 - Direction de l'Enfance

Rapporteur : Antoine JOBERT

Mme le Maire : Je cède la parole à Monsieur Antoine JOBERT.

Antoine JOBERT : Je vais faire une délibération courte mais en même temps précise, Madame la Maire. Je vais vous présenter les quelques orientations sur le plan d'équipement en matière de petite enfance pour nos crèches, pour nos espaces d'accueil pour les jeunes enfants, en vous disant que c'est un plan d'équipement nécessairement ambitieux qui va répondre à notre ambition justement de faire de la petite enfance de Lyon un secteur important, ce qu'il était déjà, mais renforcé, réaffirmé. Parce qu'on croit que c'est dès le plus jeune âge que les enjeux d'évolution sociale se jouent, et c'est là où l'on a besoin de faire de la mixité et de faire que les professionnels travaillent correctement.

Cette orientation de la PPI et ce plan d'investissement ont 4 grandes orientations que je vais me permettre de citer. Une orientation sur la Prévention de l'usure professionnelle et réglementaire, une orientation sur le plan canicule et les structures de petite enfance, une orientation sur les aménagements dans les structures petite enfance et une orientation sur le mobilier et le matériel équipement-gestion municipal.

C'est une enveloppe globale qui va nous permettre de réaliser un certain nombre de travaux dans les établissements de petite enfance. On a un certain nombre de besoin dans le 9^e arrondissement que l'on re-détaillera au cas par cas mais ça nous semble très important de répondre favorablement à cette délibération.

Je vous remercie Madame la Maire.

Prise de parole :

Mme la Maire : Est-ce qu'il y a des questions ? Madame REYNAUD.

Blandine REYNAUD : Je voulais simplement me féliciter de cette délibération. Il est vrai que, pendant tout le mandat précédent, on s'est beaucoup préoccupé des professionnels parce qu'on sait que le métier de la petite enfance est un métier difficile et ce n'est pas à vous que je vais l'apprendre Madame la Maire, je crois que vous êtes bien placée pour le savoir. On a des professionnels, la plupart du temps des femmes, malheureusement, là, pour l'égalité femmes-hommes il y a un peu de travail à faire pour

amener les hommes dans ces métiers-là. Les postures professionnelles sont compliquées, les enfants, il faut les soulever, c'est lourd et cætera. On a déjà beaucoup travaillé sur l'usure professionnelle et comment l'éviter, comment faire au mieux pour les accompagner.

Quant à la canicule, cela fait quelques années malheureusement qu'à Lyon nous subissons cette canicule, et nous avons déjà travaillé, pour améliorer les choses, sachant qu'effectivement tout ne se fait pas en un jour et qu'il y a encore beaucoup à faire. Mais c'est important de le faire pour éviter la fermeture des structures, parce que lorsqu'il fait trop chaud et que la température est trop élevée, nous n'avons pas le droit d'accueillir les enfants. Donc, aussi bien pour les enfants que pour les parents et nos professionnels, il est important de continuer le travail que nous avons commencé. Je vous remercie.

Aucune autre intervention n'étant proposée, Madame la Maire met le dossier au vote.

Le conseil émet un avis favorable à l'Unanimité.

9 - 1941 - Lancement de l'opération n° 65008002 "Grand Parc des Balmes de Fourvière" et de l'opération n° 05129001 "Liaison verte du cimetière de Loyasse à la voie verte" avenue Buyer" et affectation d'une partie de l'AP n° 2021-1, programme 00012 - Direction des Espaces Verts

Rapporteur : Quentin CARPENTIER

Mme la Maire : Un sujet qui va ravir Monsieur GIORDANO, il s'agit du parc des Balmes de Fourvière et je laisse Monsieur CARPENTIER nous le présenter.

Quentin CARPENTIER : Concernant ce grand parc des Balmes, il y a deux opérations dans cette délibération. Je ne vais pas commencer par le grand parc des Balmes sur lequel je laisserai la parole à Madame BRUVIER-HAMM mais par la liaison verte Loyasse-Buyer, qui permettra à terme de faire le lien entre la liaison verte existante dans le 5^e arrondissement qui vient de Tassin vers ce Grand parc des Balmes.

Il permettra aux habitants et notamment ceux de Champvert de pouvoir accéder à ce parc puisque c'est un des sujets sur lesquels il y a de vrais progrès à faire. Il ne s'agit pas seulement d'avoir un parc mais de pouvoir aller jusqu'à celui-ci sans être en plein soleil dans une rue où on meurt de chaud.

Cette liaison verte se fera entre le point d'accroche de liaison existante à Buyer pour arriver plus ou moins au niveau de la petite rue du bas de Loyasse afin de permettre de monter vers le parc des Balmes. L'opération est estimée à 1 million d'euros. Ce que nous votons pour l'instant, ce sont les engagements d'études de 50 000 euros en 2021 et en 2022. C'est d'ailleurs pour finaliser ces études, puisque qu'il s'agit de quelque chose d'en partie étudié de longue date mais qui n'avait pas été engagé.

Je vais passer la main à Madame BRUVIER HAMM pour mettre un peu plus de contexte sur ce grand parc des Balmes.

Pauline BRUVIER HAMM : Merci Monsieur CARPENTIER. Mesdames, Messieurs les élus, habitantes et habitants, bonsoir. Pour développer un petit peu ces propos, je vais parler un peu plus de l'opération Grand parc des Balmes de Fourvière qui est un nom pour l'instant provisoire. Je ne vais pas non plus m'étendre sur le sujet puisqu'aujourd'hui on est au stade d'études concernant ce que nous allons voter ce soir.

Le projet Grand parc de Fourvière est un pilier de notre programme de campagne. Nous souhaitons le réaliser pour ces raisons-là aussi. À terme, il offrira dix kilomètres de cheminement, des points de vue exceptionnels sur notre belle ville. Dix-huit hectares accessibles au public sur les 80 hectares de ce réservoir écologique. Ces délibérations portent sur les investissements pour les études à la création de ce parc. Cette création est estimée à 4 millions d'euros. Cette opération pour les études serait de 200 000 euros.

Je vous propose pour les opérations du Grand parc de Balmes des liaisons vertes de Loyasse à la Voie verte, d'émettre un avis favorable.

Prise de parole :

Mme la Maire : Monsieur GIORDANO lève la main. Je vous cède la parole.

Alain GIORDANO : On est typiquement dans un projet qui est intéressant s'il prend du volume. Je sais qu'environ un hectare, c'est un million d'euros à peu près, si l'on va vite. Donc à 4 millions, on est sur un projet, pour mon analyse, qui n'a pas une ambition démesurée surtout si on prend en compte que les Balmes de Fourvière intègrent ce que l'on a déjà réalisé, notamment le jardin du Rosaire, mais c'est une bonne idée, c'est un bon projet, je tiens à mettre ça en avant.

La liaison verte Loyasse continue la liaison verte existante de Champvert sur laquelle nous avons eu les plus grands prix et notamment une participation financière de l'État, puisque notre projet était intéressant. Là on parle de biodiversité, je suis d'accord contrairement à ce qu'on disait tout à l'heure, elle est bien présente. J'avais fait des études avec la FRAPNA et la LPO sur ce sujet, on est dans un lieu où typiquement, on peut mettre en place des choses qui vont encourager cette biodiversité. Mais alors là, pour moi, il y a un loupé, mais peut-être que vous allez le faire, quid du fort de Loyasse. Qu'est-ce que vous allez faire sur ce fort, pour rejoindre ce que je disais tout à l'heure et avoir des grands parcs qui se forment, je citais des parcs d'envergure de 12 ou 17 hectares. Quid du fort de Loyasse qui est au sein de ces périmètres...

Mme la Maire : Est-ce que quelqu'un veut reprendre la parole ? Sinon je vais répondre. Le fort de Loyasse fait beaucoup de convoitises, la destination de ce fort n'est pas encore déterminée. Des études ont été relancées. Vous n'êtes pas sans savoir, vous connaissez bien le sujet, que le budget sera très conséquent si on veut se pencher sur sa réhabilitation. La réflexion est engagée et ce sera a priori pour le mandat prochain. Est-ce que ce sera une destination culturelle, économique ou peut-être autres ? Je n'ai pas encore la réponse, mais nous avons bien identifié ce projet-là.

Aucune autre intervention n'étant proposée, Madame la Maire met le dossier au vote.

Le conseil émet un avis favorable à l'Unanimité.

10 - 1923 - Lancement de l'opération n° 60034529 "Soutien aux initiatives locales Politique de la Ville (subventions) 2021-2026" et affectation d'une partie de l'autorisation de programme 2021-2, programme 00001 - Direction du Développement Territorial

Rapporteur : Emmanuel GIRAUD

Mme la Maire : Je donne la parole à Monsieur Emmanuel GIRAUD.

Emmanuel GIRAUD : Merci Madame la Maire, je change de colline en passant de la colline de Fourvière à une autre colline sur le 9^e, la Duchère, et je profite de cette prise de parole, tout de même sur des sujets qui portent sur la Politique de la ville, pour tout d'abord de nouveau apporter, on l'a dit en introduction, tout mon soutien et ma reconnaissance aux structures éducatives, associatives, culturelles qui ont fortement été sollicitées dans la tourmente que la Duchère a pu connaître ce dernier jeudi en fin d'après-midi.

Vendredi matin, avec quelques collègues, à leur rencontre, il y avait beaucoup d'émotions, beaucoup de tristesse parmi ces acteurs qui sont vraiment très impliqués dans le quartier. Il y avait une espèce de ressenti où les acteurs voyaient quelque part leurs actions mises en place à force de courage brutalement mises à mal. Il est vrai que sur les événements qui ont pu avoir lieu jeudi, c'est vraiment la force du partenariat qui a été installé depuis plusieurs décennies sur la Duchère qui permettra, je pense, de faire et refaire face. Parce qu'on essaie de créer une adresse, un lieu, du marketing territorial pour faire de la Duchère un quartier comme un autre et avec les événements qui ont eu lieu jeudi, on a le sentiment d'avancer d'un pas et de reculer de deux. C'est donc bien cette force du partenariat et la persévérance qui permettront, je l'espère, de retrouver une situation normale.

Très rapidement, je n'en dirai pas beaucoup plus mais cette délibération vise à calibrer l'enveloppe budgétaire sur le temps du mandat concernant la gestion sociale et urbaine de proximité, qu'on appelle assez souvent vulgairement la GSUP de la politique de la ville. Les actions qui sont mises en place dans ce cadre de la GSUP sont portées essentiellement par les bailleurs sociaux et consistent notamment à réaliser des travaux d'aménagement, de rénovation de logements, des parties communes, d'espaces extérieurs, ainsi qu'à renforcer l'entretien de certains secteurs dans la résolution rapide de dysfonctionnements que peuvent connaître au quotidien ces actifs immobiliers et qui nuisent à la qualité de vie des habitants.

Ces actions s'inscrivent dans le cadre de conventions de GSUP pour chaque quartier prioritaire entre les principaux financeurs (État, ville, Métropole, région) et des bailleurs sociaux. Sont mises en place des conventions renouvelées tous les 3 ans après évaluation pour savoir si l'argent public, justement injecté dans ces actions est bien utilisé. Des conventions définissent les objectifs prioritaires et les types d'action à envisager qui seront prévues sur le temps du mandat sur la période 2021-2026.

C'est une enveloppe dédiée aujourd'hui et estimée à deux millions cinq cent mille euros, à l'échelle de la Ville de Lyon pour le temps du mandat, que je vous demanderai d'adopter. Je vous remercie.

Prise de parole :

Mme la Maire : Merci. Monsieur COLLOMB.

Gérard COLLOMB : Quelques mots sur la Duchère. Vous vous souvenez sans doute que lors d'un des derniers conseils d'arrondissement j'avais soulevé un certain nombre de problèmes. Parce que les événements qui sont intervenus sont extrêmement violents mais on en avait déjà vu les prémices, et dans les derniers mois de mon mandat, j'étais monté plusieurs fois à la Duchère pour essayer d'empêcher les choses de dégénérer. Je crois que l'on a un vrai problème et tout à l'heure, vous parliez de ceux qu'il faut accueillir, il faut certes accueillir mais il faut intégrer. Mais si on consacrait autant d'argent à l'intégration qu'à l'accueil, ça serait pas mal non plus. Parce que je vois depuis maintenant

une vingtaine d'années les choses se dégradent progressivement, évidemment dans notre agglomération, on l'a vu dans beaucoup de communes mais c'est encore pire d'après mon expérience en région parisienne. Vous avez vu ce qui a pu se passer par exemple à Evry, dans un certain nombre d'autres communes. Je crois qu'on est devant un véritable problème. Ce problème, il va falloir que nous le prenions, que vous le preniez à bras le corps.

Mme le Maire : Monsieur GIRAUD, on peut passer aux voix ?

Emmanuel GIRAUD : On peut passer aux voix, on fait tous le même constat, effectivement, c'est une problématique aujourd'hui nationale et ça passe aussi par des budgets, des moyens qui puissent être aussi accordés en termes d'intégration à cette échelle-là.

Mme la Maire : Très bien je vous propose de tous rallumer vos caméras. Monsieur OTTAVIANI ?

Jean-Pierre OTTAVIANI : Bonjour, Madame la Maire, bonjour chers collègues et bonjour à tous les habitants. Je souhaitais signaler quand même qu'il y a une chose qui est un petit peu bizarre. C'est que d'un côté on parle de la GSUP qui a été signalée c'est-à-dire les bailleurs sociaux, et cela c'est pour l'entretien des logements avant tout, et des parties communes, et de l'autre côté on parle au niveau de l'enveloppe solidarité jeunesse. Je ne suis nullement hostile ni à l'un, ni à l'autre, bien au contraire mais il me paraît nécessaire qu'il y ait quand même séparation et de façon claire entre les deux. Parce qu'on ne sait au niveau des vases communicant comment ça se déroule. Et cela me paraît quand même un manque de transparence. Voilà ce que je souhaitais dire.

Mme la Maire : C'est noté.

Aucune autre intervention n'étant proposée, Madame la Maire met le dossier au vote.

Le conseil émet un avis favorable à l'Unanimité.

11 - 1946 - Lancement des opérations 60046577 « Aménagements sportifs 2021-2026 », 60046578 «Renouvellement matériel sportif 2021-2026 », 60046579 « Petits travaux de conservation des terrains de sport 2021-2026 », 60046580 « Rénovation des terrains de sport extérieurs 2021-2026 », 60046581 « Rénovation du patrimoine éclairage des terrains de sport 2021-2026 », 60046582 « Diagnostic et traitement des réseaux humides Sports 2021-2026 », 60046583 « Rénovation des sols sportifs et murs d'escalade 2021-2026", 60046584 « Rénovation globale des vestiaires 2021-2026 (plan Patrimoine) », 60046585 « Conservation Piscines et Patinoires 2021-2026 », 60046586 « Soutien à l'équipement des clubs sportifs (subventions) 2021-2026 ». Affectation d'une partie des AP n° 2021-2, Programme 00004, AP n° 2021-1, AP n° 2021-2 et AP n° 2021-3, Programme 20004 - Direction des Sports

Rapporteur : Adrien DRIOLI

Adrien DRIOLI : Chers collègues, il s'agit d'un rapport qui vient proposer le vote pour le lancement de différentes opérations, sur différentes enveloppes thématiques dans le secteur sportif. Vous avez le détail sur les éléments du document qui suit. Différents budgets qui permettent des enveloppes globales sur les aménagements sportifs 2021-2026, sur les renouvellements des matériels sportifs, les petits travaux de conservation de terrains de sport sur la même période également, les rénovations de terrains de sport en extérieur. Rénovation du patrimoine éclairage des terrains de sport, des

diagnostics et traitements de réseaux humides sport, la rénovation de sols sportifs et de murs d'escalade, la rénovation globale des vestiaires. Il s'agit là d'un rapport qui concerne l'ensemble de la Ville de Lyon et qui permet de fixer un certain nombre d'aménagements d'investissements sportifs et donc qui nous permettront de pouvoir investir sur ces grandes enveloppes thématiques.

Je vous propose donc de soutenir et de voter favorablement à la mise en place de ces investissements. Je ne cite pas toutes les sommes et tout le détail parce qu'on ne tiendra pas toute la nuit et j'essaie d'être synthétique.

Aucune intervention n'étant proposée, Madame la Maire met le dossier au vote.

Le conseil émet un avis favorable à l'Unanimité.

12 - 1975 - Lancement de l'opération 60022018 "Aménagements cimetières 2021-2026" et affectation partielle de l'autorisation de programme 2021-3, programme 00012 - Direction des Cimetières

Rapporteuse : Pauline BRUVIER-HAMM

Pauline BRUVIER HAMM : Cette délibération correspond à l'obligation de la ville à veiller au bon fonctionnement des équipements destinés à l'accueil des usagers dans les cimetières ainsi que les locaux du personnel gardiennage et technique sur site. Cette opération est estimée à 490 000 euros pour la durée du mandat soit environ 81 500 euros chaque année pour l'ensemble des arrondissements.

Je propose d'émettre un avis favorable sur cette délibération.

Prise de parole :

Mme la Maire : Monsieur GIORDANO, sur les cimetières, je vous écoute.

Alain GIORDANO : Quand on a la chance d'avoir autant de cimetières à Lyon entre guillemets, il faut aussi essayer de les utiliser, ce que vous êtes en train de faire manifestement, de prolonger ce que l'on avait fait sur autre chose que des cérémonies mais aussi on parlait de biodiversité tout à l'heure, c'est un lieu qui est non-éclairé donc qui est propice à une certaine biodiversité.

Ce que je ne vois pas, mais je pense que vous allez le faire, je préfère le dire au cas où se serait oublié. Je pense que les services des cimetières me le feraient remarquer si je n'intervenais pas. Le cimetière de Loyasse, par exemple, a été le premier cimetière en France à être reconnu comme refuge LPO avec tout ce que cela induit comme spécificités. Il faut absolument que ces budgets aillent dans la continuité de tout ce que l'on a réalisé avec le service des cimetières. J'espère que ces aménagements iront dans ce sens. On voulait également généraliser les cimetières en refuges LPO et pas simplement un ou deux. Je fais passer le message, j'espère que j'aurai des oreilles attentives sur ce sujet et c'est pour cela que je voterai volontiers ce dossier, avec cette petite piquûre de rappel si vous me le permettez pour les cimetières lyonnais qui utilisent 10 % de l'espace public, je le rappelle.

Mme la Maire : Merci, je vais procéder aux voix. Monsieur OTTAVIANI.

Jean-Pierre OTTAVIANI : Merci Madame la Maire. Je souhaitais signaler, chers collègues, que je constate pour ce point 24, comme le 25 et 26, qu'il y a soit une participation financière du Feder, Fond Européen du Développement Régional ainsi que du FSE, le Fond Social Européen. Personnellement, à mes yeux, nous ne vivons pas dans une Europe de la coopération comme de l'intérêt des peuples mais sur une Europe qui casse les services publics et veut socialiser les pertes. Ayant comme vous, vous en doutez, plus que des doutes d'une participation financière de l'Europe, je demande juste qu'une fois les réponses connues, nous en ayons connaissance. D'avance je vous remercie.

Mme la Maire : Madame BRUVIER HAMM, vous vouliez rajouter quelque chose.

Pauline BRUVIER HAMM : C'est noté. Je ferai remonter quand on aura connaissance. Pour répondre à Monsieur GIORDANO, la délibération actuelle porte juste sur l'entretien des locaux techniques et non pas sur tout ce qui est végétalisation des cimetières sur laquelle nous sommes bien d'accord. Vous avez toute notre attention puisque c'est vraiment notre volonté. Je parle sous couvert de Madame SAINZ-RUIZ, qui est également Adjointe à tout ce qui concerne cette délégation, et l'on travaille toutes les deux en coopération sur les cimetières.

Concernant le cimetière de Loyasse, je n'en ai pas parlé dans cette délibération puisqu'il est sur le 5^e arrondissement et c'est pour cela qu'on ne voit pas afficher les budgets concernant ce cimetière. Ces budgets-là concernent vraiment le cimetière de Saint Rambert notamment sur le 9^e arrondissement.

Mme la Maire : Je ne pensais pas que ce sujet allait défrayer autant de chroniques, Monsieur GIORDANO.

Alain GIORDANO : Il faut faire attention. Tous les espaces naturels sont bons à prendre. Ne restez pas qu'au niveau des arrondissements. Le cimetière de Loyasse est certes sur le 5^e mais le rayonnement de toutes les espèces qui ont été réimplantées a une importance sur l'ensemble des arrondissements, et notamment sur le 9^e arrondissement et le fort de Loyasse. Sans rentrer dans le détail, on retrouve ces espèces qui après investissent toute la zone du fort de Loyasse.

Mme la Maire : Tout à fait, tous les vivants traversent la frontière entre le 5^e et le 9^e.

Aucune autre intervention n'étant proposée, Madame la Maire met le dossier au vote.

Le conseil émet un avis favorable à l'Unanimité.

13 - 1976 - Lancement de l'opération n° 60022019 "Plantations cimetières 2021-2026" et affectation partielle de l'autorisation de programme 2021-3, programme 00012 - Direction des Cimetières

Rapporteuse : Pauline BRUVIER-HAMM

Pauline BRUVIER HAMM : Une délibération qui intéressera un peu plus Monsieur GIORDANO sur le sujet, ça correspond un peu à vos inquiétudes et on y répond en partie. Cette délibération porte sur le lancement de l'opération plantation cimetière pour le mandat 2021-2026. Elle correspond à la

réalisation des nouveaux espaces dédiés aux inhumations, à la destination de cendres qui s'accompagne d'aménagements paysagers de plantations dédiées. Cette opération est estimée à 120 000 euros pour la durée du mandat, soit environ 20 000 euros, chaque année pour l'ensemble des arrondissements.

Je propose d'émettre un avis favorable sur cette délibération.

Prise de parole :

Alain GIORDANO : Pour être complet, j'entends cette délibération, elle est bien et va dans le bon sens. Mais je parlais d'équipements forts en direction de la biodiversité, comme ça a été le cas, avec un accompagnement fort des associations comme la LPO qui donne ensuite ses labels refuges. Si vous avez un label refuge, c'est que vous avez un comptage des espèces avant et après. Là, évidemment, on le votera, c'est quelque chose de très intéressant mais j'entends végétalisation comme vous disiez tout à l'heure pour aller sur la protection du vivant, et là c'est un niveau supérieur. Je ne vois pas les délibérations sur ce sujet-là. Je n'ai pas dit que j'étais inquiet mais je ne les vois pas. J'espère qu'elles arriveront après.

Pauline BRUVIER HAMM : J'entends bien votre inquiétude et je me tiens disponible si vous le souhaitez pour que l'on puisse en parler et développer ce projet sur Saint Rambert avec Madame SAINZ-RUIZ, si elle en est d'accord. Pour le cimetière de Loyasse, je laisserai la parole plutôt aux élus du 5^e arrondissement. Nous l'avons également visité et je confirme que la LPO fait un travail formidable sur place et ainsi que les personnes qui travaillent dans le cimetière pour la protection de la biodiversité.

Aucune autre intervention n'étant proposée, Madame la Maire met le dossier au vote.

Le conseil émet un avis favorable à l'Unanimité.

14 - 1944 - Lancement de l'opération n° 60024667 "Etudes préalables Espaces verts - enveloppe DRE 2021-2026" et affectation d'une partie de l'AP n° 2021-4, programme 00012 - Direction des Espaces Verts

Rapporteuse : Pauline BRUVIER-HAMM

Pauline BRUVIER HAMM : La délibération porte sur le lancement de l'opération Études préalables Espaces verts pour le mandat 2021-2026. C'est très simple, cela correspond aux frais pour la réalisation des études préalables qui permettent d'aider à la décision aux élus et de comprendre tous les mécanismes. Cela regroupe l'ensemble des études pour la restructuration des parcs, des squares et jardins, la végétalisation de nouveaux espaces publics ou l'amélioration des espaces ludiques. Cette opération est estimée à 300 000 euros pour la durée du mandat, soit environ 50 000 chaque année pour l'ensemble des arrondissements. Pour cette délibération, je propose d'émettre un avis favorable.

Prise de parole :

Mme la Maire : Merci. Monsieur GIORDANO.

Alain GIORDANO : Je suis désolé mais sur ce qu'on a vu tout à l'heure, notamment au niveau du pouvoir des arrondissements, je trouve cette dotation largement insuffisante ou alors je n'ai pas compris mais il y a toute une partie des espaces verts inférieure à, alors à vous de délimiter, il me semble que c'était un hectare, qui sont en gestion dans les arrondissements maintenant, et si vous avez à gérer tous ces jardins et petits parcs qu'on a mis en place, la dotation semble insuffisante. A moins que la mairie centrale ait gardé la gestion de ces espaces verts. C'est la question qu'immanquablement je me pose. Et donc on n'est pas sur ce qui a été dit tout à l'heure où vous allez vers les mairies d'arrondissement et avec des budgets qui leur sont donnés pour s'occuper des équipements décentralisés. Puisque les espaces verts, au niveau de ces équipements, je ne parle pas des parcs mais des espaces verts, normalement, vont aux arrondissements, et là le budget me semble tout à fait insignifiant. Ou alors, la gestion de ces espaces verts, sur ce mandat-là, va être gardée, je parle des parcs de proximité, à la mairie centrale. C'est ma question.

Mme la Maire : Je vais laisser la parole à Madame BRUVIER HAMM mais nous parlons bien d'investissement et pas de fonctionnement et dans les parcs, c'est quand même bien le fonctionnement qui coûte le plus cher.

Alain GIORDANO : Ma question est plutôt : est-ce que ces petits parcs sont toujours gestion de l'arrondissement ou pas ?

Mme la Maire : Oui. Tout à fait, le périmètre n'a pas été changé, Madame BRUVIER HAMM ; vous me le confirmer ?

Pauline BRUVIER HAMM : Oui, je vous le confirme. En fait, ce budget qui n'est pas très important est juste un budget pour les études, c'est-à-dire que ça ne concerne pas la réalisation, ce sont uniquement les études techniques pour les personnes qui vont travailler sur la conception et ça ne concerne pas les travaux. Donc c'est pour cela que c'est moins élevé. Ce n'est pas un budget de travail de fond. J'espère que j'ai été assez claire sur le sujet.

Mme la Maire : Oui, d'ailleurs plusieurs délibérations suivent.

Aucune autre intervention n'étant proposée, Madame la Maire met le dossier au vote.

Le conseil émet un avis favorable à l'Unanimité.

15 - 1949 - Lancement de l'opération n° 60023840 "Petits aménagements d'espaces publics, des parcs et jardins 2021-2026" et affectation d'une partie de l'AP n° 2021-4, programme 00012 – Direction des Espaces Verts

Rapporteuse : Pauline BRUVIER-HAMM

Pauline BRUVIER HAMM : Cette délibération porte sur le lancement de ces opérations pour le mandat. Cette délibération correspond aux frais pour la réalisation des travaux de rénovation des parcs et jardins existants telle que la dé-imperméabilisation, l'augmentation du coût de l'aire arborée ou encore la création de fontaines. Cette opération est estimée à 8 200 000 euros pour la durée du mandat, soit 1 300 000 euros pour l'ensemble des arrondissements. Je propose d'émettre un avis favorable pour cette délibération.

Mme la Maire : Je propose que nous passions aux voix.

Aucune intervention n'étant proposée, Madame la Maire met le dossier au vote.

Le conseil émet un avis favorable à l'Unanimité.

16 - 1954 - Lancement de l'opération n° 60023849 "Gestion et conservation des parcs 2021-2026" et affectation d'une partie de l'AP n° 2021-2, programme 20012. - Direction des Espaces Verts

Rapporteuse : Pauline BRUVIER-HAMM

Pauline BRUVIER HAMM : La délibération 1954 porte sur le lancement de l'opération Gestion et conservation des parcs pour le mandat 2021-2026. Elle correspond aux frais pour la réalisation de travaux d'entretiens pour l'ensemble des parcs, à l'exclusion du parc de la Tête d'Or. Ce sont les parcs qui sont actuellement en place et non pas la création de nouveaux parcs. Cette opération est estimée à 5 millions d'euros pour la durée du mandat, soit environ huit cent trente-cinq mille euros, chaque année pour l'ensemble des arrondissements. Je propose d'émettre un avis favorable à cette délibération.

Mme la Maire : Merci Madame BRUVIER HAMM, est-ce qu'il y a des questions ?

Aucune intervention n'étant proposée, Madame la Maire met le dossier au vote.

Le conseil émet un avis favorable à l'Unanimité.

17 - 2028 - Lancement des opérations n° 60023844 "végétalisation des rues périmètre UNESCO 2021-2026" et n° 60023843 "végétalisation des rues hors périmètre UNESCO 2021-2026" et affectation d'une partie de l'AP n° 2021-2, programme 00012. - Direction des Espaces Verts

Rapporteuse : Pauline BRUVIER-HAMM

Pauline BRUVIER HAMM : C'est la dernière délibération, c'est promis, et nous allons la présenter conjointement avec Monsieur CARPENTIER qui est Adjoint aux mobilités, aux espaces publics et à la logistique urbaine. Cette délibération 2028 porte sur le lancement de l'opération Végétalisation des rues pour le mandat 2021-2026. Elle correspond au financement des opérations de végétalisation. À terme nous souhaitons réduire les carences en espace de nature verte accessibles et faire le lien entre les espaces de fraîcheur déjà existants et les grands axes de transports en commun. Pour décrire le processus de création mis en place, je vais laisser la parole à Monsieur CARPENTIER.

Quentin CARPENTIER : Sur ce mandat on a une forte volonté de végétaliser la Ville de Lyon, plus qu'elle ne l'est déjà. Pour ce faire, un espace qui est particulièrement facile à végétaliser puisqu'il appartient déjà à l'espace public et est abondant, c'est la voirie. D'un point de vue technique, il y a une coordination nécessaire à trouver pour les services de la Métropole qui font les projets de voirie et

qui seront à même de dé-imperméabiliser et les services des espaces verts de la Ville de Lyon qui, une fois le bitume retiré, pourront venir planter.

Les arbres sont du domaine de la Métropole et tout le couvert bas du domaine de la ville, donc il y a un gros travail de coordination sur ce sujet-là entre les services de ces deux collectivités que sont la Ville de Lyon et la Métropole.

L'objectif est de créer des trames vertes de fraîcheur comme je vous le disais tout à l'heure, il ne s'agit pas tant d'avoir des parcs, il s'agit aussi d'y accéder dans de bonnes conditions. Un des problèmes que l'on a sur Lyon dans les étés particulièrement chauds, c'est aussi que parfois, pour accéder à un parc, c'est très compliqué. On est en plein soleil, en plein cagnard.

Il y a deux autorisations en termes d'opérations : une concernant la végétalisation des rues « périmètre UNESCO », et une concernant la végétalisation des rues hors périmètre UNESCO. Je vais m'attarder sur cette partie-là puisque la première ne concerne pas le 9^e Arrondissement, le montant global de l'opération végétalisation des rues hors périmètre UNESCO est estimé à onze millions quatre cent quarante et un mille cinq cent euros, à raison de trois cent mille euros pour l'année 2021, puisqu'elle est déjà engagée et que lorsqu'on lance des opérations, il s'agit d'abord d'étudier avant de pouvoir réaliser. Ensuite avec une montée en puissance puisque qu'il y a deux millions trois cent mille euros sur les années suivantes, sauf l'année 2026 qui est une année de fin de mandat qui est un peu en dessous de deux millions.

Pour donner un exemple d'objectif concret que nous avons et que nous souhaitons réaliser, un endroit qui est particulièrement minéral bien qu'il soit extrêmement récent, et sur lequel nous avons de fortes demandes d'habitants pour amener de la végétalisation, et sur lequel on a un niveau de chaleur, c'est le quartier de l'Industrie. C'est un exemple de ce qu'on pourra amener aujourd'hui. Le quartier de l'Industrie va créer un parc, il y en a déjà, ils ne sont pas suffisants. Il n'y a pas forcément de l'espace pour créer des grands parcs d'un hectare, par contre on peut végétaliser la voirie. Aujourd'hui, il y a des endroits où on étouffe.

Je vous propose donc de soumettre un avis favorable sur cette délibération.

Prise de parole :

Mme la Maire : Merci. Monsieur GIORDANO ?

Alain GIORDANO : Évidemment, je suis d'accord mais vous avez toujours la même façon de présenter les choses, j'entends : « il y a carence », « il faut que »... Je vous l'ai dit tout à l'heure, il faut le reconnaître, l'élite est aussi au service des espaces verts avec lesquels vous travaillez maintenant, ils vous le diront. Nous sommes la Ville de Lyon, en termes de réalisations, reconnue nationalement et internationalement. Reconnaissez-le ça ! Je ne peux pas admettre d'entendre parler de carence et cætera.

Après vous me dites « végétalisation », mais je suis d'accord. Quand vous végétalisez, vous faites obligatoirement plus que ce qu'il y a avant, et cela me semble tout à fait logique. Vous n'allez pas végétaliser en faisant moins, donc vous faites plus. Je vous dis de regarder la continuité de ce qui a été fait, reconnaissez-le, bâtissez dessus. Faites encore plus, plus d'innovations et ce sera très bien.

Par exemple, vous dites qu'il faut passer d'un parc à l'autre dans des zones beaucoup plus arborées mais je suis entièrement d'accord avec vous, c'est le principe des voies vertes et c'est ce qui a déjà été mis en place de façon très impressionnante parfois. Dans les exemples que vous avez cités, vous citez des rues qui sont aménagées, donc on va enlever une petite place de parking, on va mettre un arbre mais on peut faire beaucoup plus. Si vous avez visité la montée Camille, ce que nous avons fait sur cette rue qui donne sur Chambovet, c'est toute la rue qui a été dé-bitumée et végétalisée. Ça, en termes d'ambition, c'est quand même extraordinaire ! Il y a des choses très importantes qui ont été réalisées, qui s'inscrivent dans la continuité, on essaie de garder les différents labels qu'on a obtenus, que vous innoviez en faisant encore de multiples choses, mais là, dans ce que vous m'annoncez, les services et vous-mêmes, vous êtes dans la continuité, ce qui est bien, de ce qui a été fait. Il faut assumer aussi que quelques fois, il y a des choses qui ont été faites et qui sont bien, reconnues et sur lesquelles vous apportez votre patte, votre continuité. Mais je ne veux pas entendre parler de carence parce que ça doit faire mal aux services qui ont été les premiers à être classés ISO 14001, c'est la norme écologique maximum en France. Des villes comme Grenoble ou autres sont derrière nous à ce niveau-là. On l'a réalisé maintenant vous êtes dans cette continuité.

Mme la Maire : Je vous remercie Monsieur GIORDANO. Monsieur Quentin CARPENTIER, je vous donne la parole trente secondes, s'il vous plaît, je voudrais qu'on avance sur les délibérations.

Quentin CARPENTIER : D'une part, on n'a jamais fait mystère du fait qu'on voulait supprimer du stationnement voire même de piétonner des rues, donc je ne doute pas que nous arriverons dans le mandat à trouver des rues qu'on pourra dé-bitumer intégralement et pas seulement une petite place par-ci par-là. Je ne doute pas de notre ambition.

Ensuite, et ça ne remet en aucun cas en cause la qualité du travail du service des espaces verts, quand il y a des articles de journaux qui indiquent que la Ville de Lyon est une des moins végétalisées de France puisqu'il y a huit mètres carrés d'espaces verts accessibles par habitants, là où Toulouse en a dix-sept mètres carrés et Saint-Étienne quarante-deux. Je pense que quand on parle de carences on ne parle pas du travail des services mais bien des espaces accessibles et de la volonté qui a été mise en place d'ouvrir des espaces verts.

Alain GIORDANO : Je suis désolé. Quand on intervient, il faut aussi ne pas avoir de contradictions. Tout à l'heure qu'on était à quarante hectares par mandat, manifestement vous présentez une jauge qui est à quinze ou vingt hectares le mandat. Vous êtes donc moins, et là vous me dites, il y a moins d'espaces verts par habitant à Lyon. C'est faux entre guillemets, je suis prêt à venir avec vos chiffres et les services vous le montreront mais admettons que vous ayez raison, en tout cas que ce soit votre idée : justement, ayez encore plus d'espaces verts ! Créez, et ne dites pas : on n'a pas fait de grands espaces verts mais finalement on fait des voies vertes et c'est important. Oui, c'est important mais après ne dites pas que Lyon est en retard.

Maintenant, votre argument est de dire que l'on n'a pas assez de mètres carrés par habitant. Alors je n'aime pas les questions pièges mais je vous pose la question, est-ce que vous savez combien il y a d'hectares de trames vertes et bleues à Lyon ? C'est un terme que vous avez employé tout à l'heure ; Combien il y en a parce que vous avez parlé de chiffres et de pourcentages, notamment de mètres carrés par habitant.

Mme la Maire : Moi, je n'ai pas la réponse surtout au niveau de la ville. Monsieur GIORDANO, en toute honnêteté, je n'ai pas les chiffres.

Alain GIORDANO : Je vais vous les donner. Huit cent hectares à Lyon quand on intègre la totalité de la richesse des trames vertes et bleues. Nous, à Lyon, on ne fait pas ça. On prend nos cinq cent hectares d'espaces verts domaniaux ville et on les met en avant. Si vous ne prenez que ça, on est à moins par habitant, mais si vous prenez l'ensemble de la trame verte et bleue, on est à beaucoup plus, et quand on compare les villes, c'est ça qu'il faut comparer. Et c'est pour cela qu'on a les meilleurs labels. Je parlais des Quatre fleurs et du Label 1 biodiversité ; c'est parce que les vrais techniciens, ceux qui connaissent la biodiversité et l'écologie savent mesurer les villes entre elles. C'est pour cela qu'on obtient ces labels. Pour vous dire ...

Mme la Maire : J'entends Monsieur GIORDANO, je vais rétablir ce que j'ai dit en début de présentation. On n'a pas la prétention d'annuler tout ce que vous avez fait, de dire que ce n'était pas bien. Ce n'est pas le propos. On poursuit certaines choses qui ont été mises en place. Il y en a d'autres sur lesquelles on n'a pas les mêmes idées et sur lesquelles on veut aller plus vite. On n'a pas dit qu'on allait annihiler tout ce qui a été fait et que tout cela était négatif. On veut peut-être juste prendre une vitesse supérieure ou d'autres directions, en termes de globalité.

Alain GIORDANO : C'est bien, c'est encore mieux que le premier. C'est nouveau, tant mieux pour vous. Je suis d'accord.

Mme la Maire : On va passer aux votes.

Alain GIORDANO : Mais ne dites pas qu'être première collectivité au niveau des espaces verts, c'est rien. Être premier c'est quand même quelque chose dans un classement, il me semble.

Aucune autre intervention n'étant proposée, Madame la Maire met le dossier au vote.

Le conseil émet un avis favorable à l'Unanimité.

18 - 1910 - Attribution de subventions à divers organismes Exercice 2021 Approbation d'une convention d'application type aux conventions cadres pour les subventions de fonctionnement – Direction Générale des Services - Direction des Finances

Rapporteuse : Anne BRAIBANT

Mme la Maire : Nous allons reprendre entre guillemets le fil normal de notre conseil d'arrondissement c'est-à-dire que nous ne sommes plus dans desancements d'opérations mais bien dans des délibérations plus « traditionnelles » comme je l'ai dit tout à l'heure.

Je vais vous présenter la délibération 1910. Il s'agit d'attributions à divers organismes pour l'exercice 2021 qui donne lieu à une délibération distincte du vote du budget.

Chères collègues, l'attribution des subventions donne lieu à une délibération distincte du vote du budget.

Je vous propose donc, Mesdames, Messieurs d'adopter les subventions énumérées dans les tableaux mentionnés dans la présente délibération. Il s'agit de subventions à différents organismes parmi lesquels le TNG, la Ciné Fabrique ou encore l'ALTM.

Il n'est pas possible d'individualiser les subventions par arrondissement. Chaque arrondissement se prononce sur les subventions versées aux associations dont l'activité s'exerce sur son territoire, ou au profit des seuls habitants de l'arrondissement.

Y-a-t-il des observations ?

Aucune intervention n'étant proposée, Madame la Maire met le dossier au vote.

Le conseil émet un avis favorable à l'Unanimité.

19 - 1894 - Périmètres scolaires - Direction de l'Education

Rapporteur : Yohann PARIS

Yohann PARIS : Madame la maire, comme vous le savez, le conseil municipal doit déterminer par délibération les secteurs d'inscription des écoles publiques situées sur son territoire. Je vous présente donc ici les modifications du périmètre scolaire proposées pour le territoire du 9^e arrondissement. Cette proposition concerne plus particulièrement le quartier de la Duchère et les périmètres des groupes scolaires des Anémones, des Bleuets ainsi que des Géraniums.

L'école des Anémones située en zone d'éducation prioritaire a aujourd'hui des classes chargées, des locaux entièrement occupés alors que les deux écoles à proximité que sont les Bleuets et les Géraniums ont des capacités d'accueil supplémentaires. D'une part, le périmètre actuel des Anémones s'étend jusqu'à l'avenue Rosa Parks. D'autre part, les écoles des Bleuets et des Géraniums sont situées immédiatement de l'autre côté de l'avenue et c'est donc tout naturellement que nous proposons un rééquilibrage des effectifs sur ces écoles.

Cela concerne les habitations situées entre l'avenue Rosa Parks et la rue Père Louis de Galard (deux côtés de la rue), avec une partie qu'il conviendrait d'affecter aux Géraniums et une partie qu'il conviendrait d'affecter aux Bleuets.

Je vous propose donc de donner un avis favorable à cette délibération.

Prise de parole :

Mme la Maire : Monsieur DRIOLI

Adrien DRIOLI : Je vous remercie Madame la Maire, mes chères collègues, simplement, une explication de vote rapide, comme nous l'avons déjà fait, les élus de Lyon en commun à la commission municipale la semaine dernière. Le périmètre scolaire du 9^e arrondissement n'est pas en cause mais nous nous exprimons sur un rapport sur l'ensemble des périmètres scolaires de la Ville de Lyon. Ils sont un outil pour garder des classes ouvertes lorsqu'il y a besoin d'agir et d'éviter la fermeture de classes et également la fermeture d'écoles. C'était un outil qui aurait pu être mobilisé pour lutter contre la fermeture de l'école Lévi-Strauss, en tout cas de l'école maternelle puisque nos prédécesseurs se sont bien occupés à fermer les écoles élémentaire et primaire, et donc entraîner la situation que nous connaissons actuellement. Simplement pour dire que nous nous abstenons sur ce rapport-là, plus

sur le sujet de cet outil pour l'école Lévi-Strauss que pour le travail de qualité fait par notre collègue Yohann PARIS avec Stéphanie LEGER sur le périmètre scolaire du 9^e arrondissement. Je vous remercie toutes et tous.

Aucune autre intervention n'étant proposée, Madame la Maire met le dossier au vote.

Le conseil émet un avis favorable à la Majorité :

8 ABSTENTIONS : Sylvie FRENILLOT ; Adrien DRIOLI ; Servane DEBAUGE ; Cyril GUINET ; Jean-Pierre OTTAVIANI ; Gérard COLLOMB, Blandine REYNAUD ; Alain GIORDANO

20 - 1906 - Attribution de subventions de fonctionnement général aux associations gestionnaires d'équipements de petite enfance pour un montant total de 6 663 760 euros - Exercice 2021
Approbation d'une convention d'application financière type aux conventions cadres. – Direction de l'Enfance

Rapporteur : Antoine JOBERT

Antoine JOBERT : Je vous présente une délibération classique sur ce domaine-là qui vise à verser des subventions aux équipements de la petite enfance qui sont en gestion associative. Cela comprend celles qui ne sont pas rattachées à des centres sociaux. On a vu une interpellation de Madame REYNAUD, je vais me permettre d'y répondre publiquement, par rapport au conseil d'arrondissement précédent. Elle se demandait pourquoi cette subvention avait été votée en deux fois, une moitié en janvier, une autre moitié en mars et la dernière tranche de subvention qui sera versée cette année en septembre octobre, comme c'est le cas normalement.

On verse cette deuxième tranche de subvention en mars pour coller au vote du budget de la Ville de Lyon qui est voté cette année en mars et non pas en janvier comme c'était le cas dans le précédent mandat. En fait, en janvier on a versé des subventions de manière anticipée à nos structures d'accueil de petite enfance pour leur permettre de fonctionner, de prévenir un certain nombre de difficultés d'un point de vue trésorerie. Et on verse cette deuxième tranche de subvention en mars, ce qui nous permet par rapport aux autres années d'être aujourd'hui en mars sur un versement classique pour nos structures petite enfance.

Je vous invite à répondre favorablement à cette demande de subventions.

Prise de parole :

Mme la Maire : Merci. Madame REYNAUD...

Blandine REYNAUD : Je vous remercie pour ces précisions, effectivement, cela m'inquiétait un peu, je vous l'avais dit. Les structures associatives sont parfois un petit peu fragiles, vous le constaterez rapidement. C'est bien de pouvoir les accompagner et les suivre régulièrement. Nous parlions tout à l'heure du 9^e arrondissement et de la PPI, et on a déjà depuis le début de votre mandat ouvert une crèche que nous avons construite dans le quartier de l'Industrie. Et je rappelle aussi que nous étions décidés à trouver un autre lieu du côté sans doute de la rue Marietton pour une nouvelle crèche. Nous aurons à Gorge de Loup une crèche qui sera une crèche d'application et qui sera cette fois-ci une crèche municipale parce qu'étant vitrine de Lyon, une crèche d'application qui est destinée à toutes les nouvelles personnes qui travailleront dans le métier de la petite enfance, et on sait à quel point il est

important de bien les former et de trouver suffisamment de volontaires. On aura cette crèche d'application municipale qui permettra, je l'espère, de susciter beaucoup de vocations chez les futurs jeunes de notre ville. Merci.

Mme la Maire : C'est tout l'objet de notre question d'arrondissement, nous en reparlerons.

Aucune autre intervention n'étant proposée, Madame la Maire met le dossier au vote.

Le conseil émet un avis favorable à l'Unanimité.

21 - 1901 - Garantie sollicitée à hauteur de 100% par la SAHLMAS pour la souscription de deux emprunts d'un montant total de 3 185 476,00 euros relatifs à une opération d'extension et de réhabilitation d'un EHPAD situé 70, rue Pierre Termier à Lyon 9e. - Direction Générale des Services - Direction des Finances

Rapporteuse : Malika BONNOT

Mme la Maire : Je demande à Madame Malika BONNOT de nous présenter cette délibération même si elle ne prendra pas part aux voix.

Malika BONNOT : Madame la Maire, Chèr.e.s collègues, Mesdames, Messieurs,

Je vous ai déjà présenté lors du Conseil d'arrondissement du 1^{er} décembre 2020, le contenu de cette délibération qui porte sur une garantie d'emprunt sollicitée par la SAHLMAS auprès de la ville de Lyon pour la réhabilitation de l'EPADH, les Balcons de l'Île Barbe qui se situe rue Pierre Termier, à Lyon 9^e arrondissement.

Notre conseil d'arrondissement l'avait alors approuvé à l'unanimité.

Cette délibération nous revient aujourd'hui. En effet, la Caisse des Dépôts et Consignations a modifié la marge de l'emprunt PLS sollicité par la SAHLMAS suite à la mise en place des nouvelles enveloppes nationales ; initialement annoncée à 0,94 % cette marge s'établit au contrat à 1,06 %. La Ville de Lyon doit à nouveau délibérer sur ces nouvelles caractéristiques d'emprunt. Cette modification ne réinterroge pas la volonté de la Ville de Lyon d'apporter cette garantie d'emprunt.

Aussi, je vous propose un avis favorable à cette délibération. Je vous en remercie.

Prise de parole :

Mme la Maire : Merci Madame BONNOT. Monsieur OTTAVIANI ?

Jean-Pierre OTTAVIANI : Madame la Maire, Chèr.e.s collègues, je tiens une nouvelle fois à vous alerter. Je vous signale que pour 2021 les tarifs plafonds au mètre carré entre les trois catégories de logements sociaux...

Mme la Maire : Nous ne parlons pas de logements sociaux Monsieur OTTAVIANI...

Jean-Pierre OTTAVIANI : ... les PLAI, Prêts Locatifs Intégration, les PLUS, Prêts locatifs à Usage Social et les PLS, Prêts Locatifs Sociaux. Il convient de savoir que les PLS sont plus de 150 % au-dessus du tarif des PLAI. Cela explique mon alerte, il est urgent d'avoir des logements sociaux, y compris dans les EHPAD, à tarif réellement social.

Pour cela, je tiens à m'appuyer sur des écrits de personnes ne pouvant être considérées marxistes comme moi-même, mais qui sont, si j'ose dire, un minimum réaliste. En effet comme le stipule le courrier de fin 2020 de Monsieur le Préfet, dans celui-ci, intitulé Fonds national d'accompagnement vers et dans le logement, figure texto : « le reclassement de logements existants PLS + en offres à loyers PLAI ».

Je rappelle aussi comme ce fût signalé dans la lettre du 22 mai 2019 par le Président de la Cour des Comptes, et adressée au Premier ministre : « l'impact des aides à la pierre depuis 2010, ces aides dont l'enveloppe budgétaire a été fixée à 467,9 millions d'euros en 2019, tandis que les aides personnelles au logement d'un montant de 13,4 milliards d'euros. A la mise en service, les loyers sont peu évoqués et leur niveau est souvent trop élevé. Le cadre réglementaire et les pratiques des services instructeurs se sont en effet éloignés de la préoccupation de modération des loyers et ceux-ci ont connu une hausse inverse de l'évolution du niveau de vie des demandeurs de logement social ».

Voilà ce que je tenais à signaler.

Aucune autre intervention n'étant proposée, Madame la Maire met le dossier au vote.

Le conseil émet un avis favorable à l'Unanimité : sans participation de Malika BONNOT.

22 - 1948 - Elaboration du règlement local de publicité (RLP) de la Métropole de Lyon - Débat sans vote sur les orientations générales du règlement local de publicité métropolitain - Direction de l'Economie du Commerce et de l'Artisanat

Rapporteur : Quentin CARPENTIER

Quentin CARPENTIER : Chèr.e.s collègues, Chèr.e.s habitant.es du 9^e arrondissement, le présent débat se fait sans vote, puisque le règlement local de publicité aujourd'hui, c'est celui de la Ville de Lyon, l'actuel date de 2001 mais depuis 2010, la procédure d'élaboration de ce règlement a été transférée à la Métropole. En 2017, le conseil de la Métropole de Lyon a prescrit l'élaboration du règlement local de publicité sur le territoire de la Métropole.

A l'issue de cette procédure, le règlement métropolitain s'appliquera à l'ensemble du territoire de la Métropole et se substituera aux règlements locaux des différentes communes qui deviendront caducs, dont celui de la Ville de Lyon.

Ce Règlement Local de Publicité métropolitain a été lancé avec trois grands objectifs qui sont de garantir un cadre de vie de qualité, de développer l'attractivité métropolitaine et de développer l'efficience des outils à la disposition des collectivités.

Aujourd'hui, sont soumises à débat trois orientations et donc j'aimerais maintenant vous présenter quelques planches qui nous ont été transmises par la Métropole pour illustrer ces orientations.

(Projection des diapositives explicatives)

Les quatre orientations sont : la préservation de la qualité paysagère et urbaine, la lutte contre la pollution lumineuse, le développement d'un cadre de vie apaisé et une harmonisation réglementaire pour une équité territoriale. Je tiens à dire que depuis le démarrage du mandat, nous avons déjà reçu, notamment dans ce cadre-là, un certain nombre de demandes d'habitants en mairie d'arrondissement, principalement concernant le cadre de vie apaisé et la pollution lumineuse qui sont des soucis importants des habitants du 9^e arrondissement.

Concernant la préservation de la qualité paysagère et urbaine, l'idée est d'interdire ou d'encadrer fortement l'usage du numérique en particulier et des très grands formats publicitaires comme les bâches. L'idée est d'éviter les sources de pollution visuelle importante.

On souhaite aussi limiter la taille du mobilier urbain à deux mètres carrés maximum, en tout cas dans le secteur de la Ville de Lyon. Aujourd'hui, on a du mobilier urbain qui peut aller jusqu'à huit mètres carrés, qui est souvent rétroéclairé. Concrètement dans les plaintes que l'on a reçues, on a un certain nombre d'habitants qui nous disent la nuit, on a huit mètres carrés de publicités juste sous nos fenêtres qui sont éclairées et ça perturbe le sommeil. Cela peut attirer l'intérêt des enfants qui se retrouvent à fixer ça pendant bien trop longtemps.

La lutte contre la pollution lumineuse avec des propositions d'extinction des enseignes à la cessation d'activité qui viendrait élargir la plage d'extinction nocturne des dispositifs publicitaires et des enseignes. Puisqu'aujourd'hui cette plage d'extinction est plus courte que celle proposée de vingt-deux heures à sept heures.

Interdire aussi les dispositifs les plus polluants comme ceux que vous pouvez voir là ou en tout cas les limiter fortement.

Le développement d'un cadre de vie apaisée, on revient de nouveau sur la réduction de la taille de la publicité et aussi une réduction de la densité. L'exemple qui est là concerne assez peu la Ville de Lyon ou le 9^e arrondissement mais l'idée est aussi d'éviter d'avoir de la surenchère publicitaire sur laquelle il n'y a plus aucune lisibilité et ça ne sert plus à rien, à part polluer le champ de vision, puisqu'on ne sait même plus pour quoi sont faites ces publicités.

Éviter aussi la publicité à proximité des équipements publics et notamment des écoles. Les enfants sont particulièrement visés par les publicitaires et sont un public influençable. Autant il paraît normal pour tout le monde de préserver l'intérêt patrimonial puisque le secteur UNESCO dans la Ville de Lyon a déjà un règlement drastique en termes de publicité, autant il nous semble, nous Écologistes, tout à fait normal de limiter cette publicité aussi auprès des équipements publics, notamment lorsqu'ils attirent un public d'enfants important. Il n'y a pas que la pierre et le patrimoine à protéger mais aussi l'avenir et nos enfants.

Adapter aussi les enseignes aux sites d'implantation et le dernier point, c'est l'harmonisation réglementaire. Pour une petite remise en perspective, à la reprise du règlement local de publicité tel qu'il était initialement pensé avec des règlements locaux qui sont très disparates sur les différentes communes, le nombre de zones qui pouvait être prévu était beaucoup trop important pour être lisible par les afficheurs, par ceux qui pouvaient avoir intérêt à utiliser ces dispositifs. Il y a eu des retours sur

le manque de visibilité. L'idée est d'avoir une harmonisation réglementaire pour limiter le nombre de zones et sur la Ville de Lyon, il y aurait une à deux zones maximum en comptant le périmètre UNESCO qui constituerait une de ces zones. De manière à avoir plus de lisibilité, plus d'uniformité et à ce que les habitants se retrouvent dans un cadre qui soit similaire et ne pas se demander pourquoi les uns ont de la publicité numérique lumineuse la nuit et les autres non.

Je vais m'arrêter là pour cette présentation. J'ai essayé d'être complet en faisant relativement succinct. Il n'y a pas de mise aux votes.

Prise de parole :

Mme la Maire : Merci. Est-ce qu'il y a des remarques, des interventions. Oui, Monsieur COLLOMB.

Gérard COLLOMB : Je pense que la Ville de Lyon a un devoir d'exemplarité. Or, je n'ai jamais vu autant de campagnes sur les panneaux Decaux pour la Ville de Lyon que depuis que la nouvelle majorité est à la mairie. Il y a un petit problème, une petite contradiction. Si vous voulez, je vous enverrai toutes les photographies. Il y en a une tous les quinze jours environ.

Mme la Maire : Oui. Tout à fait. Il s'agissait de soutenir le commerce local et de soutenir les restaurants, de célébrer le 8 mars et les droits de la femme, effectivement.

Gérard COLLOMB : Eux, c'est pareil, ils veulent célébrer, soutenir et cætera, c'est pour cela qu'ils font de la pub d'ailleurs.

Mme la Maire : Alors, on ne parle pas des espaces de publicité Decaux, on parle de tous les autres il me semble. Monsieur CARPENTIER, est-ce que vous voulez réagir ?

Quentin CARPENTIER : En termes d'espaces de publicités, il y en a qui sont existants aujourd'hui. Si on veut les réduire, la Ville de Lyon ne les utilisera plus non plus, s'ils ne sont plus là. Je n'ai pas plus à dire.

Gérard COLLOMB : Vous pouviez le faire avant.

Quentin CARPENTIER : Oui, peut-être. Je n'ai pas d'avis là-dessus. Ce n'est pas le sujet du débat.

Mme la Maire : Est-ce qu'il y a d'autres prises de paroles. Je vous propose de passer au dossier suivant.

Pas de mise au vote.

23 - 1882 - Approbation de conventions cadre entre la Ville et 6 associations œuvrant dans le domaine culturel - Direction des Affaires Culturelles

Rapporteure : Lisa MAMBRÉ

Lisa MAMBRÉ : Ce soir, je vous propose de mettre au vote l'approbation des conventions cadre entre la Ville de Lyon et six associations œuvrant dans le domaine culturel. Pour le 9e arrondissement, nous

proposons la convention fixant le tout nouveau partenariat avec la Ciné Fabrique, école nationale supérieure de cinéma que nous sommes heureuses et heureux de soutenir pour la première année. La subvention de fonctionnement général qui découle de cette convention s'inscrit dans le cadre de la politique culturelle de la ville de Lyon en matière de cinéma, de soutien de l'émergence artistique, de formation et de démocratisation culturelle. C'est une convention qui a pour particularité d'avoir une durée fixée à un an. Pour votre information il est question ici de prendre le temps de préciser les objectifs et enjeux au regard du développement de la structure et de son implication territoriale. Ainsi, le montant de la subvention annuelle est fixé à 100000 euros au titre du fonctionnement de la structure. Je vous propose donc de mettre cette délibération au vote.

Prise de parole :

Gérard COLLOMB : Puisque nous parlons de subventions culturelles, je voudrais revenir sur la baisse de subventions à l'Opéra de Lyon. Je crois que ce serait une erreur totale, d'opposer les grandes structures, l'Opéra, l'Auditorium, les grands théâtres, la Maison de la danse aux acteurs émergents. Parce que si les gens, à un moment donné, ont eu envie de faire du théâtre, de devenir musicien, de pouvoir assister à des spectacles de l'Opéra, c'est parce qu'ils ont vu des structures qui étaient reconnues sur le plan international, pour leur qualité. Quand l'Opéra de Lyon obtient le premier prix européen, je crois que c'est une très mauvaise manière que de diminuer ses subventions. Alors j'espère que cela ne reflète pas la politique culturelle que veut mener la nouvelle majorité parce que ce serait très dommageable pour les Lyonnais mais aussi pour la Ville de Lyon. Sur un plan international, je crois que la reconnaissance artistique est quelque chose qui aujourd'hui fait rayonner Lyon comme peuvent le faire d'autres actions et si nous avons une réputation économique, croyez bien que nous avons aussi une réputation extraordinaire sur le plan culturel.

Mme la Maire : Je ne répondrai pas à la place de Nathalie PERRIN-GILBERT qui saura vous répondre au conseil municipal. Néanmoins, juste une précision, nous parlons aujourd'hui de la Ciné Fabrique, nous sommes ravis de cette subvention de la Ciné Fabrique. Je tiens à signaler quand même que l'implication de la Ville de Lyon auprès de l'Opéra se monte à 17 millions d'euros. 10 millions de fonctionnement, 7,5 millions auparavant de subventions qui sont effectivement réduits à 7 millions. La Ville de Lyon ne se désengage pas de l'Opéra, elle baisse sensiblement une petite partie de sa subvention, mais je laisserai Nathalie PERRIN-GILBERT répondre sur ce sujet, je vous propose de mettre aux voix la subvention pour la Ciné Fabrique, est-ce que tout le monde peut rallumer sa caméra s'il vous plaît.

Lisa MAMBRÉ : Je rajouterai juste pour Monsieur COLLOMB, qu'en soit, il n'est pas question d'opposer les institutions culturelles aux petites structures mais bien de favoriser une meilleure répartition des aides, c'est une volonté politique que nous assumons parfaitement dans l'objectif de répondre à des besoins colossaux de territoire. De plus, ce n'est pas seulement dans les hauts lieux culturels que les jeunes vont y découvrir une vocation et devenir par la suite des travailleuses et travailleurs culturels mais bien en découvrant et en bénéficiant chaque jour du panel de possibilités en termes d'actions culturelles et de créations qui sont bel et bien présentes au sein de leurs quartiers et leur environnement de vie.

Mme la Maire : Veuillez m'excuser Madame MAMBRÉ, je n'avais pas vu que vous souhaitiez intervenir.

Lisa MAMBRÉ : Il y a plein d'autres choses à dire mais je ne vais pas m'étaler.

Aucune autre intervention n'étant proposée, Madame la Maire met le dossier au vote.

Le conseil émet un avis favorable à l'Unanimité.

24 - 1884 - Attribution de subventions de fonctionnement à quatre associations (la Compagnie Michel Hallet Eghayan, Spirito, l'Espace Pandora et Lyon BD Organisation), pour un montant global de 215 000 euros sur les enveloppes Fonds d'intervention culturel (FIC) et "Casino" - Approbation de conventions cadre et d'application - Direction des Affaires Culturelles

Rapporteure : Lisa MAMBRÉ

Lisa MAMBRÉ : Il est ici question de l'attribution de subventions de fonctionnement d'un montant global de 215 000 euros issues du fond d'intervention culturelle (le FIC) à quatre associations dont la compagnie de danse Michel Hallet Eghayan située dans notre arrondissement. Pour cette compagnie, que l'on ne présente plus, il est proposé au conseil d'attribuer une subvention de 60 000 euros. Elle est égale à celle de l'année 2020, tout en sachant que la compagnie a également bénéficié d'une aide supplémentaire de 6 000 euros issue du fond d'urgence culturelle mis en place par notre nouvelle municipalité en début de mandat.

Aucune intervention n'étant proposée, Madame la Maire met le dossier au vote.

Le conseil émet un avis favorable à l'Unanimité.

25 - 1885 - Attribution de subventions de fonctionnement à six lieux culturels dans le domaine des arts visuels, sur le Fonds d'intervention culturelle (FIC) pour un montant global de 170 000 euros - Approbation de conventions - Direction des Affaires Culturelles

Rapporteure : Lisa MAMBRÉ

Lisa MAMBRÉ : Et enfin, toujours des attributions de subventions de fonctionnement dans le cadre du FIC. Un total de 170 000 euros pour six lieux culturels de Lyon ainsi que l'approbation des conventions. C'est l'association St'Art Up, elle a la gestion du lieu d'art contemporain l'Attrape-Couleurs, implanté depuis un an à la tour Panoramique de la Duchère et auparavant à la Mairie annexe de Saint-Rambert, ce soir nous finirons cher-e-s collègues, par voter une subvention de 12 000 euros pour cette association. Pour votre information, il est aussi sujet de voter 10 000 euros pour les Fiches Lamartine, association dont le siège social est situé historiquement dans le 3^e arrondissement, or le 9^e arrondissement accueille depuis 1 an et demi maintenant le second site rue Tissot. Merci à toutes et à tous pour votre écoute.

Aucune intervention n'étant proposée, Madame la Maire met le dossier au vote.

Le conseil émet un avis favorable à l'Unanimité.

26 - 1908 - Attribution d'un soutien exceptionnel aux clubs sportifs en difficultés - Approbation d'une convention mixte et d'une convention d'application financière - Direction des Sports

Rapporteur : Adrien DRIOLI

Adrien DRIOLI : Chèr.e.s collègues, Mesdames et Messieurs, comme nous avons pu l'évoquer lors du précédent conseil d'arrondissement et du conseil municipal de Lyon, des mesures complémentaires au vote des subventions aux clubs de sport sont en train d'être mises en place et par le vote de cette délibération, il s'agit là de répondre à des aides complémentaires, à différents clubs en difficulté puisqu'effectivement, la direction des sports a pu contacter un certain nombre de clubs et établir des états financiers de clubs en difficulté. La crise sanitaire a au niveau national en moyenne provoqué une baisse estimée à près de 30 % du nombre de licenciés, à cela s'ajoute une chute importante des ressources.

Vous savez des événements sportifs peuvent amener des compléments de recettes, les sponsors, les buvettes, les stages de sport et donc ces différentes difficultés accumulées amènent à intervenir et la direction des sports a établi une liste des clubs de sport. Vous avez ici un premier rapport qui comporte différentes aides à différents clubs sur la Ville de Lyon et notamment pour le 9^e arrondissement, l'Association week-end laïcs Voltaire, un club omnisport qui propose différentes activités pour tout public, que ce soit enfants, adultes ou séniors. Ici, une aide qui concernerait ce club-là à hauteur de 5000 euros, vous avez tous les éléments. Pour les autres clubs dans ce rapport-là, je ne vais pas tous les énumérer mais il s'agit là d'une réponse complémentaire au vote précédent du mois de janvier sur les aides financières annuelles des clubs de sport et vient répondre à l'état d'urgence de ces structures-là qui sont affaiblies.

Je vous remercie de votre soutien et de votre vote favorable.

Aucune intervention n'étant proposée, Madame la Maire met le dossier au vote.

Le conseil émet un avis favorable à l'Unanimité.

27 - 1918 - Approbation et autorisation de signature d'une convention de mise à disposition de locaux du domaine privé à titre gratuit situés 5 place Dumas de Loire à Lyon 9^e au profit de l'association "PIMMS Lyon Métropole" - Ensemble Immobilier n° 09311 - Direction du Développement Territorial

Rapporteuse : Marie ALCOVER

Marie ALCOVER : Chers collègues, chers habitants, vu l'heure qui tourne je vais essayer d'être un modèle de concision sur mes trois dernières délibérations. Néanmoins, je me permets de mettre en lumière les actions du PIMMS qui est une association lyonnaise créée en 1995 dans le 8^e arrondissement. Et qui a essaimé depuis, puisque l'on compte maintenant 68 PIMMS dans toute la France.

L'objet de ce Point d'Information Médiation Multi-Services (PIMMS), situé dans le Quartier de Veille Active de Vaise, est de remettre du lien entre les habitants et le service au public. Au PIMMS, tout un chacun peut être accompagné dans les démarches de la vie quotidienne, par des médiateurs sociaux : déclarer ses impôts, rédiger des courriers, comprendre une facture, déclarer un déménagement, avoir des informations sur les transports en commun...

Le PIMMS a également une mission d'accompagnement de ses médiateurs vers la professionnalisation, et l'accès à l'emploi.

Voilà pour une courte présentation des activités.

La délibération présente, concerne le renouvellement de la convention de mise à disposition par la Ville de Lyon de locaux à destination du PIMMS. Ces locaux d'une surface de 133m² sont situés au 5 rue Dumas de Loire.

Je vous propose, Mesdames et Messieurs, de voter favorablement cette subvention.

Prise de parole :

Mme la Maire : Monsieur COLLOMB ?

Gérard COLLOMB : Oui, je voterai d'autant plus favorablement que c'est nous qui avons créé en 1995 le PIMMS du 9^e arrondissement.

Mme la Maire : Qui fait un travail formidable effectivement.

Gérard COLLOMB : Bien sûr.

Aucune autre intervention n'étant proposée, Madame la Maire met le dossier au vote.

Le conseil émet un avis favorable à l'Unanimité.

28 - 1921 - Attribution d'une subvention de fonctionnement au FONJEP d'un montant de 701 167 euros à titre de participation financière aux postes de directeurs des 12 Maisons des jeunes et de la culture (MJC) de Lyon - Approbation et autorisation de signature des conventions financières afférentes entre la Ville de Lyon, le FONJEP et les associations gestionnaires des MJC – Direction du Développement Territorial

Rapporteuse : Marie ALCOVER

Marie ALCOVER : Le Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (Fonjep) est un organisme cogéré par l'État, les collectivités et les associations, né il y a plus de 50 ans sur une idée simple : les associations et les pouvoirs publics sont complémentaires pour répondre aux besoins sociaux. C'est un acteur du dialogue et de la coopération entre les acteurs publics et les associations de jeunesse et d'éducation populaire ; il assure la gestion, le versement et le suivi de subventions aux associations.

L'État, via le FONJEP, participe au financement des postes des directeurs de MJC. La Ville de Lyon y contribue à hauteur de 701 167 euros, pour 12 MJC lyonnaises. Ce montant est identique à celui des années passées. Dans le 9^e arrondissement, cela concerne le Pôle 9 et la MJC Duchère, pour un montant de 110 900 euros.

Si ces dispositions recueillent votre agrément, je vous propose, Mesdames et Messieurs, de valider la délibération pour l'attribution de cette subvention.

*Aucune intervention n'étant proposée, Madame la Maire met le dossier au vote.
Le conseil émet un avis favorable à l'Unanimité.*

29 - 1977 - Tarification des salles transférées aux mairies d'arrondissement mars 2021 - Service des Mairies d'Arrondissement

Rapporteuse : Marie ALCOVER

Marie ALCOVER : Je prendrai une petite minute de plus de votre temps pour présenter cette dernière délibération puisque elle est importante. Elle revient sur des choses qui se sont passées, notamment dans le mandat précédent.

Nous avons validé, au conseil du 18 janvier 2021, la création des commissions mixtes paritaires. Pour le 9^e arrondissement, elle sera composée de 6 membres titulaires : 3 élus d'arrondissement, et 3 élus municipaux.

La commission mixte définit les conditions générales d'admission et d'utilisation des équipements de proximité et des équipements dont la gestion a été confiée au conseil d'arrondissement par le conseil municipal pour la durée du mandat.

Si à leur création, les Commissions Mixtes Paritaires n'avaient qu'un rôle consultatif, elles ont, depuis 2002, un véritable pouvoir décisionnel. A Lyon, elles n'ont été créées par délibération du conseil municipal que le 21 janvier 2019.

Si l'on revient sur les « conditions générales d'admission et d'utilisation », cela peut être :

- le règlement intérieur de l'équipement ;
- la fixation des heures d'ouverture ;
- la répartition des plages horaires entre les différentes catégories d'usagers ;
- la fixation des priorités données à certaines activités ;

Comme vous l'avez remarqué, je n'ai pas évoqué les moyens financiers, c'est à dire les tarifs, prix et taux applicables à ces salles, ils demeurent déterminés par la décision du conseil municipal.

Pour la Mairie du 9^e arrondissement, la plupart des tarifs dataient d'avant 2001 ou de la date de création des salles. Sous la précédente mandature, une délibération du conseil d'arrondissement du 2 décembre 2019, a fixé de nouveaux tarifs.

Cependant, cette délibération du conseil d'arrondissement n'a pas été entérinée par le Conseil municipal : ils ne devraient donc pas être applicables. La Trésorerie pourrait alors rejeter les titres de recettes liées à la location des salles mises à disposition.

La présente délibération, qui sera présentée au Conseil municipal du mois de mars permet de rectifier la négligence commise précédemment, en régularisant la situation pour le 9^e arrondissement. Et pour tous les autres arrondissements.

Je vous invite donc à voter cette délibération favorablement.

*Aucune intervention n'étant proposée, Madame la Maire met le dossier au vote.
Le conseil émet un avis favorable à l'Unanimité.*

Rapporteur : Antoine JOBERT

Mme la Maire : Vous savez que le nouveau règlement du conseil municipal n'attribue pas trois questions par arrondissement à chaque conseil municipal mais plutôt trois questions de trois arrondissements différents, c'est pour cela que nous ne présentons qu'une seule question cette fois-ci. Les 7^e, 8^e et 9^e arrondissements ont donc une question à poser au conseil municipal. Cette question porte sur la petite enfance. Monsieur JOBERT, je vous laisse nous la présenter.

Antoine JOBERT : Je vous remercie Madame la Maire de me laisser la parole sur ce sujet au combien important et qui je n'en doute pas recueillera l'approbation de tout le monde. Je vais vous soumettre la question telle qu'elle va être présentée au conseil municipal et éventuellement recueillir les débats des personnes concernées. Je vous la lis.

Priorité de la Ville de Lyon, les solutions d'accueil des tout petits sont diversifiées. Crèches collectives, micro-crèches, crèches parentales ou encore accueil chez un-e assistant-e maternel-le, elles répondent aux différents besoins des Lyonnaises et des Lyonnais.

Si la diversification des modes d'accueil est un enjeu aujourd'hui intégré, la création d'établissements d'accueil collectif est manifestement à poursuivre afin d'accompagner les familles lyonnaises en leur offrant le choix du mode de garde.

Sur le 9^e arrondissement, ce sont 8 millions d'euros qui seront consacrés à la création et la rénovation d'établissements sur le mandat. Le plan d'équipement du mandat traduit clairement l'ambition de la majorité municipale. Nous nous en félicitons.

Au-delà des établissements municipaux, ce sont toutes les nouvelles initiatives associatives et privées qu'il conviendra d'accompagner.

Ces créations devront s'accompagner des recrutements indispensables au juste encadrement des enfants. Qu'il s'agisse d'assistant-e-s maternel-le-s, de puéricultrices, d'infirmier-e-s, d'auxiliaires de puériculture ou encore d'éducateur-trices de jeunes enfants, les possibilités d'exercer en EAJE sont nombreuses.

Le conseil du 9^e arrondissement souhaite savoir quelles sont les ambitions de la Ville de Lyon pour former mieux et plus les professionnel-le-s de la petite enfance afin d'être collectivement en capacité de répondre aux enjeux d'accueil et d'encadrement.

Voilà la question qui sera posée en conseil municipal qui est un vrai sujet puisque nous allons créer de nouveaux établissements dans le 9^e arrondissement et on aura besoin de personnel qualifié, formé pour encadrer et accueillir les jeunes enfants. C'est un des rares secteurs, la petite enfance, où l'on a besoin de professionnels que les établissements, qu'ils soient publics ou privés ont des difficultés à recruter. On souhaite demander à la Ville de Lyon de se positionner assez fortement pour appeler à une formation des personnels de la petite enfance. Je vous remercie Madame la Maire.

Prise de parole :

Mme la Maire : Merci Monsieur JOBERT. Monsieur COLLOMB ?

Gérard COLLOMB : Oui, est-ce que vous pouvez me dire, combien, pour la création de vingt crèches, vous comptez recruter de personnels ?

Mme la Maire : Alors, dans l'arrondissement, il faut faire une multiplication.

Gérard COLLOMB : Ce n'est pas vingt, oui...

Mme la Maire : Le nombre de berceaux n'est pas identique, nous, nous avons trois crèches de vingt-quatre berceaux plus une crèche d'apprentissage. Est-ce que vous auriez, Monsieur JOBERT, le nombre de personnels ?

Antoine JOBERT : Je m'excuse. Je n'ai pas exactement le taux d'encadrement en tête mais je ne manquerai pas de revenir auprès de Monsieur COLLOMB pour lui donner le nombre de personnes qu'il sera nécessaire de recruter : que ce soit dans les crèches associatives mais ce sera par le biais de subventions, soit en tant qu'agent public, dans les crèches municipales. Nous reviendrons vers lui avec des précisions et avec grand plaisir.

Gérard COLLOMB : Simplement, sur la question, je ne sais pas si vous nous demandez de voter pour la question, si vous nous le demandez, nous le ferons volontiers, avec quand même si vous le voulez bien, le fait que nous puissions de temps en temps, puisqu'il y a plus de rotations, poser nous aussi une question.

Mme la Maire : Écoutez, je ne ferme pas la porte. On pourra en discuter. On éviterait les sujets polémiques à ce moment-là Monsieur COLLOMB..

Gérard COLLOMB : Oui, bien sûr, vous me connaissez...

Mme la Maire : Essayons là d'être constructifs et de construire ensemble. Je ne ferme pas la porte. Et nous allons mettre aux voix cette question.

Gérard COLLOMB : Alors, on va la voter.

Aucune autre intervention n'étant proposée, Madame la Maire met le dossier au vote.

Le conseil émet un avis favorable à l'Unanimité.

CLÔTURE DU CONSEIL

Mme la Maire : Mesdames et Messieurs je vous remercie, c'était donc le dernier point à l'ordre du jour. Merci d'avoir été concis dans vos présentations et dans vos prises de paroles. Je vous donne rendez-vous pour un prochain conseil d'arrondissement le 11 mai 2021.

Bonne soirée à tous, prenez soins de vous.